



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 JUIN 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 23rd, 1951

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1951.

Québec, le 11 juin 1951.

L'Imprimeur du Roi,
30325-24-11-o RÉDEMPTI PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1951.

Quebec, this 11th of June 1951.

RÉDEMPTI PARADIS,
30325-24-11-o King's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 301295. Dame Bessie Andrasnick, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Edward Aronson, marchand du même endroit, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Edward Aronson, en date du 19 juin 1951.

30377
Le Procureur,
J. R. BOGANTE.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 301295. Dame Bessie Andrasnick, of the city of Montreal, wife common as to property of Edward Aronson, merchant of the same place, instituted an action in separation as to property from the said Edward Aronson, on June 19th, 1951.

30377-o
J. R. BOGANTE,
Attorney.

Avis divers

Miscellaneous Notice

MUNN & COMPANY LIMITED

Sommaire du règlement 26

Le règlement N° 26 de "Munn & Company Limited" pourvoit à la distribution de l'actif de la compagnie au pro rata entre ses actionnaires et subséquemment pourvoit aux procédures devant être prises pour dissoudre la compagnie par l'abandon de sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Je, D. Stewart, de la cité de Montréal, secrétaire de la compagnie "Munn & Company Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est un sommaire du règlement N° 26 de la compagnie "Munn & Company Limited" décrété par les directeurs lors d'une assemblée dûment convoquée et tenue le 7 mai 1951 et subséquemment approuvé et confirmé à l'unanimité le même jour par tous les actionnaires de la compagnie au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Montréal, le 14 juin 1951.

[Sceau]

Le Secrétaire,
(Signé) D. STEWART.

30363

MUNN & COMPANY LIMITED

Summary of By-law 26

By-law No. 26 of "Munn & Company Limited" provides for the distribution of the assets of the company rateably among its shareholders and subsequently for proceedings to be taken to dissolve the company by way of surrender of its charter under the Quebec Companies Act.

I, D. Stewart, of the city of Montreal, Secretary of "Munn & Company Limited", hereby certify that the foregoing is a summary of By-law No. 26 of "Munn & Company Limited", enacted by the directors at a meeting duly called and held on the 7th day of May, 1951, and subsequently on the same day unanimously approved and confirmed by all the shareholders of the Company at a special general meeting called for the purpose.

Montreal, this 14th day of June, 1951.

[Seal]

(Signed) D. STEWART,
Secretary.

30363-o

PAROISSE DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON
COMTÉ DU LAC SAINT-JEAN

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 129, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00:—C-15, 39, 48.

Dénomination de \$500.00:—D-103, 134.

Lesdites obligations seront remboursables le premier août 1951, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD TURCOTTE.

30364-o

PARISH OF SAINT HENRI DE TAILLON
COUNTY OF LAKE ST. JOHN

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under By-law 129, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00:—C-15, 39, 48.

Denomination of \$500.00:—D-103, 134.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of August 1951, from which date they shall cease to bear interest.

GÉRARD TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

30364-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Ste-Sophie", en date du 24 mai 1951, dont le siège social est situé à Sainte-Sophie, comté de Mégantic, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le six juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

30365-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Ste-Sophie", under date the twenty-fourth day of May, 1951, whereof the head office is at Sainte-Sophie, county of Megantic, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

30365

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 28 mai 1951, les règlements de "The Potters, Inc." tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 1er mai 1951, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 mai 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

30366

Notice is hereby given that, under the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "The Potters, Inc.", as adopted at the meeting held on May 1st, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on May 28th 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of May, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

30366-o

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission, sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

Distric electoral Electoral district	Nom, Prénoms Name, Christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Shefford.	Grandpré, Antonio (1)	Notaire-Notary.	Waterloo, (Shefford), P. Q.

(1) En remplacement de M. Georges Desranleau, démissionnaire.— In place of Mr. Georges Desranleau retired.

Québec, le 18 juin 1951.

Le Président général des élections,
30372-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, June 18, 1951.

FRANÇOIS DROUIN, K.C.
30372-o Chief Returning-Officer.

CON-AIR-CON LIMITED

Extrait du procès-verbal d'une assemblée des directeurs de "Con-Air-Con Limited", tenue à Montréal, le 16 avril 1951, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq;

"Sur une motion dûment faite, secondée et adoptée à l'unanimité, il est résolu que le règlement N° 3 (a) des règlements généraux de la compagnie soit abrogé et remplacé par le suivant:

Règlement N° 3 (a): Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composée de cinq directeurs, chacun desquels, lors de son élection et pendant toute la durée de son temps, devra être détenteur d'au moins une action de la compagnie et avoir payé tous versements exigibles sur icelle."

Certifié extrait véritable.

Montréal, le 7 juin 1951.

30373-o

Le Secrétaire,
J.-A. GAVARD.

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of "Con-Air-Con Limited", held at Montreal, on the 16th of April, 1951, concerning the increase in the number of directors from three to five:

"Upon motion duly made, seconded and unanimously adopted, it was resolved that By-law No. 3 (a) of the general by-laws of the company be repealed and replaced by the following:

By-law No. 3 (a): The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of five directors, each of whom, at the time of his election and during his whole term of office, shall be a holder of at least one share of the company and have paid all payments due thereon."

Certified true excerpt.

Montreal, June 7, 1951.

30373

J. A. GAVARD,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Frigidaire Products of Canada Limited", dont le siège social est situé en la ville de Leaside, dans la province d'Ontario, et dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, a, par nouvelle procuration exécutée le 6 juin 1951, constitué M. John A. St. Laurent de la cité de Montréal, gérant de la compagnie "Frigidaire Products of Canada Limited", pour la province de Québec, son agent dans ladite Province en lieu et place de M. John M. Reid, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre ladite corporation dans les limites de la province de Québec, et que le bureau principal de la corporation demeure à 6177 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure tel que susdit.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30374 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "Frigidaire Products of Canada Limited", whose Head Office is at the Town of Leaside, in the Province of Ontario, and duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, has, by new power of Attorney executed on June 6, 1951, constituted Mr. John A. St-Laurent of the city of Montreal, manager of "Frigidaire Products of Canada Limited" for the Province of Quebec, its agent in the said Province, in the place and stead of Mr. John M. Reid, for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Corporation within the Province of Quebec, and that the principal office of the Corporation is still at 6177 Sherbrooke Street, West, Montreal, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding as aforesaid.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30374-o Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 18 juin 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Association des Maîtres-Bijoutiers de Drummond et District", et ce, conformément aux dis-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 18th day of June, 1951, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Association des Maîtres-Bijoutiers de Drummond

positions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi II George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30381-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 18 juin 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus, Local N° 2", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30381-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 18 juin 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association des Employés de la British Rubber Company of Canada Limited — British Rubber Company of Canada Limited Employees Association", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30381-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 18 juin 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Association Professionnelle des Employés Coiffeurs pour Dames de Montréal, Incorporée", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30381-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 18 juin 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat des Employés du Chantier Municipal de la Cité de Montréal", et ce, conformément aux

et District", pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act II George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30381 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of June 18, 1951, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus, Local N° 2", and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 19, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30381 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 18th day of June, 1951, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Association des Employés de la British Rubber Company of Canada Limited — British Rubber Company of Canada Limited Employees Association", pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30381 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has enacted, on the 18th day of June, 1951, the termination of the corporate existence of the professional syndicate "L'Association Professionnelle des Employés Coiffeurs pour Dames de Montréal, Incorporée", pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30381 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary under date of June 18, 1951, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat des Employés du Chantier Municipal de la Cité de Mont-

dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30381-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 19 juin 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Association des Marbriers du Canada, Local de Montréal (Associated Marble Workers of Canada, Montreal Local)", constitué comme tel le 26 octobre 1929, avec siège social à Montréal, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
30381-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 19 juin 1951, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat National Catholique des métiers de la Construction", constitué comme tel le 17 janvier 1935, avec siège social à Saint-Hyacinthe, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
30381-o JEAN BRUCHÉSI.

réal", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, under date the 19th day of June, 1951, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Association des Marbriers du Canada, Local de Montréal (Associated Marble Workers of Canada Montreal, Local)", incorporated as such on the 26th day of October, 1929 with corporate seat at Montréal, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of June 19, 1951, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction", incorporated as such on January 17, 1935, with corporate seat at Saint-Hyacinthe, and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 20, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

STE. ROSE CLEANERS AND LAUNDERERS LTD.

STE. ROSE CLEANERS AND LAUNDERERS LTD.

Extrait des règlements de la compagnie "Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd.", tels que décrétés lors d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie tenue le 30 avril 1951 et approuvés et confirmés lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée pour les considérer et tenue le 11 mai 1951.

Extract from the By-laws of "Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd.", as enacted at a meeting of the Board of Directors of the company, held on April 30, 1951, and as approved and confirmed at a special general meeting of the shareholders called for considering the same and held on May 11, 1951.

Règlement "D"

By-law "D"

Pour augmenter le nombre des directeurs

To increase the number of Directors

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of the company as follows:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq.

1. That the number of the Board of Directors of the company be and it is hereby increased from three to five.

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent.

2. That the by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Certifié vraie copie.

Certified a true copy.

[Sceau]

[Seal]

30375

Le Secrétaire,
JAMES D. FORD.

30375-o

JAMES D. FORD,
Secretary

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 1er juin 1951, les règlements comprenant les articles I à XI inclusivement du "Club de la Palette", tels qu'adoptés à l'assemblée générale du 21 mars 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276) et de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation (S.R.Q. 1941, chapitre 301).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le cinq juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
30388-o JEAN BRUCHÉSI.

EUGÈNE BOIS LIMITÉE—LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs tenue au bureau de la compagnie le 18 janvier 1951, relativement à l'augmentation du nombre des directeurs.

"Extrait:

Il est proposé par M. Eugène Bois, secondé par M. Ronald Bois que les règlements N° 9 et 14 de la compagnie soient modifiés comme suit:

Règlement N° 9—En augmentant le nombre de directeurs de 3 (trois) à 6 (six)."

Adopté unanimement.

30389-o Le Secrétaire,
S. MARTEL.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws comprising articles I to XI inclusively of the "Club de la Palette", as adopted at the general meeting of the 21st of March, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 1st day of June, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1941, chapter 276) and section 8 of the Amusement Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 304).

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30388 Under Secretary of the Province.

EUGÈNE BOIS LIMITÉE—LIMITED

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors held in the office of the company on the 18th of January, 1951, respecting the increase in the number of directors.

"Excerpt:

It was moved by Mr. Eugène Bois, seconded by Mr. Ronald Bois that by-laws No. 9 and 14 of the company be amended as follows:

By-law No. 9—By increasing the number of directors from 3 (three) to 6 (six)."

Unanimously adopted.

30389 S. MARTEL,
Secretary.

Département des Affaires Municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 7 mai 1951, du conseil de la municipalité de Carleton sur Mer, comté de Bonaventure, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 20 juin 1951, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 20 juin 1951.

30393-o Le Ministre des Affaires Municipales,
BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the 7th of May, 1951, from the council of the Municipality of Carleton sur Mer, county of Bonaventure, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date the 20th day of June, 1951, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, June 20, 1951.

30393 BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Gatineau, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de St-Félix de Blue Sea Lake", conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 18 juin 1951.

30392-o Le Sous-ministre de l'Agriculture,
R. TRÉPANIÉ.

Avis est, par les présentes, donné que la ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Gaspé-nord, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de St-Octave de l'Avenir", conformément à la Loi des cercles agricoles (R.S.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 18 juin 1951.

30392-o Le Sous-ministre de l'Agriculture,
R. TRÉPANIÉ.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the county of Gatineau, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Félix de Blue Sea Lake", in conformity with Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118).

Québec, June 18, 1951.

30392 R. TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the county of Gaspé-North, under the name of "Cercle agricole de la paroisse de St-Octave de l'Avenir", in conformity with the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118).

Québec, June 18, 1951.

30392 R. TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 1-50B

Extrait des procès verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la Pro-
vince de Québec.

Séance du mercredi, 13 juin 1951, tenue au bu-
reau de la Commission de l'Industrie Laitière à
Montréal, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président;
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires;
Alphonse Savoie, secrétaire.

Après avoir considéré les conditions de l'Indus-
trie laitière dans la région de Montréal,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 2° de l'ordonnance N° 1-50, pu-
bliée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28
octobre 1950, est abrogé et remplacé par le sui-
vant:

"2° La région de Montréal comprend les
municipalités suivantes, situées dans le district
judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Mon-
tréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount,
la ville de Montréal-Ouest, la cité de Verdun, la
cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de
Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de
Pointe-Claire, la ville de Montréal-Est, la ville
de Mont-Royal, la ville de Hampstead, la mu-
nicipalité du village de la Côte Saint-Luc,
la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Mi-
chel, la ville de Montréal-Nord, la ville de Saint-
Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield
Park, la ville de Montréal-Sud, la ville de Pointe-
aux-Trembles, le Port de Montréal, la ville de
Beaconsfield, la ville de Baie d'Urfé, la ville de
Sainte-Anne de Bellevue, la paroisse de Notre-
Dame-de-Liesse, la ville Jacques-Cartier, la ville
LeMoyne, la ville de Mackayville, la municipa-
lité de St-Hubert, et celle de Notre-Dame du
Sacré-Cœur."

La présente ordonnance annule l'ordonnance
N° 1-50A, publiée dans la *Gazette officielle de Qué-
bec* du 17 février 1950 et entre en vigueur le jour
de sa publication dans la *Gazette officielle de Qué-
bec*.

Signé: MM. OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
30367-o

Département de l'Instruction publique

N° 610-51.

Québec, le 19 juin 1951.

Demande est faite d'annexer le territoire de la
municipalité scolaire de Sault-au-Mouton, dans
le comté de Saguenay, à la municipalité scolaire
de Sault-au-Mouton, village, dans le même com-
té.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30387-25-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 1-50B

Excerpts from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, June 13th 1951, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President;
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners;
Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the conditions of the dairy in-
dustry within the region of Montreal,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Article 2. of Order No. 1-50, published in
the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950,
is deleted and replaced by the following:

"2. The region of Montreal includes the follow-
ing municipalities situated in the judicial dis-
trict of Montreal, namely: the city of Montreal,
the city of Outremont, the city of Westmount,
the town of Montreal-West, the city of Verdun,
the city of Lachine, the city of Longueuil, the
city of Saint-Lambert, the town of Dorval, the
town of Pointe-Claire, the town of Montreal-
East, the town of Mount Royal, the town of
Hampstead, the municipality of the village of
Côte Saint-Luc, the town of Saint-Laurent, the
town of Saint-Michel, the town of Montreal-
North, the town of Saint-Pierre, the town of
Lasalle, the town of Greenfield Park, the town
Montreal-South, the town of Pointe-aux-Trem-
bles, the Harbour of Montreal, the town of
Beaconsfield, the town of Baie d'Urfé, the town
of Sainte-Anne de Bellevue, the parish of Notre-
Dame-de-Liesse, the town of Jacques-Cartier,
the town of LeMoyne, the town of Mackayville,
the municipality of St-Hubert and that of Notre-
Dame du Sacré-Cœur."

The present Order cancels Order No. 1-50A,
published in the *Quebec Official Gazette* of Februa-
ry 17th, 1950, and shall come into force on the
date of its publication in the *Quebec Official Ga-
zette*.

Signed: Messrs. OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary. 30367-o

Department of Education

No. 610-51.

Quebec, June 19, 1951.

Application is made to annex the territory of
the school municipality of Sault-au-Mouton, in
the county of Saguenay, to the school municipa-
lity of Sault-au-Mouton, Village, in the same
county.

O. J. DÉSAULNIERS,
30387-25-2 Superintendent of Education.

N° 429-51.

Québec, le 19 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Casimir, dans le comté de Portneuf, les lots 52 et 53 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Casimir, et de les annexer à la municipalité scolaire du Village de Saint-Casimir, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30386-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 195-51.

Québec, le 19 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Félicité, dans le comté de Matane, les lots 215 à 221 inclusivement du rang I du canton de Charbourg et 224 à 232 inclusivement du rang II (2) du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Grosses-Roches, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30386-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 508-51.

Québec, le 19 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 juin 1951, de changer le nom de la municipalité scolaire de "Chaudière", dans le comté de Lévis, en celui de "Très-Saint-Rédempteur", dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30386-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 4-50.

Québec, le 20 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert, dans le comté des Îles-de-la-Madeleine, le territoire ci-dessous décrit, et de le former en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Havre-Aubert-Est", dans le comté des Îles-de-la-Madeleine, savoir:

Ce territoire comprendra l'île de l'Entrée, l'île aux Oeufs et la partie nord-est de l'île Amherst limitée vers le sud-ouest par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres, savoir: Partant d'un point où finit le golfe St-Laurent et commence l'axe du Goulet entre la dune du Bassin et la dune du Havre; de là, en référence au cadastre officiel de l'île Amherst, ledit axe du Goulet; l'axe du Bassin; l'axe de la Grande-Rivière et l'axe d'un ruisseau traversant le lot de subdivision 143e-2 jusqu'au côté sud-est du chemin de la Butte-du-Portage; une ligne traversant ledit chemin jusqu'à l'intersection du côté nord-ouest dudit chemin avec la ligne séparative des lots de subdivisions 143f-9 et 143f-10; ladite ligne séparative des lots de subdivisions 143f-9 et 143f-10; la ligne limitant au nord-ouest les lots de subdivisions 143f-9, 143f-8, 143f-7 et 143f-6; la ligne limitant vers le sud-ouest les lots de subdivisions 143f-13 à 143f-25 inclusivement;

No. 429-51.

Quebec, June 19, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by order in council dated the 14th day of June, 1951, to detach from the school municipality of the Parish of Saint-Casimir, in the county of Portneuf, lots 52 and 53 of the official cadastre for the parish of Saint-Casimir, and to annex them to the school municipality of the Village of Saint-Casimir, in the same county.

The said order in council to become effective on the 1st of July, 1951.

O. J. DÉSALNIERS,
30386 Superintendent of Education.

No. 195-51.

Quebec, June 19, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated June 14, 1951, to detach from the school municipality of Sainte-Félicité, in the county of Matane, lots 215 to 221 inclusively of range I of the township of Charbourg and 224 to 232 inclusively of range II (2) of the same township and to annex them to the school municipality of Grosses-Roches in the same county.

The said order in council to become effective on the 1st of July, 1951.

O. J. DÉSALNIERS,
30386 Superintendent of Education.

No. 508-51.

Quebec, June 19, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated the 14th of June, 1951, to change the name of the school municipality of "Chaudière", in the county of Lévis, into that of "Très-Saint-Rédempteur", in the same county.

The said order in council to become effective eight days after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DÉSALNIERS,
30386 Superintendent of Education.

No. 4-50.

Quebec, June 20, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated the 14th day of June, 1951, to detach from the school municipality of Aubert, in the county of the Magdalen Islands, the territory hereinbelow described, so as to erect it into a separate school municipality, under the name of "Havre-Aubert-Est", in the county of the Magdalen Islands, to wit:

The said territory to comprise Entry Island, Ile aux Oeufs and the northeast part of Amherst Island bounded towards the southwest by the following lines and demarcations successively, to wit: Starting from a point where the Gulf of St. Lawrence ends and where the axis of the "Goulet" begins, between the dune of the Bassin and the dune of the "Havre"; thence, with reference to the cadastre for Amherst Island, the said axis of the "Goulet"; the axis of the "Bassin"; the axis of Grande Rivière and the axis of a stream crossing subdivision lot 143e-2 as far as the southeast side of the road of the "Butte-du-Portage"; a line crossing the said road as far as the intersection on the northwest side of the said road with the division line of subdivision lots 143f-9 and 143f-10; the said division line of subdivision lots 143f-9 and 143f-10; the line bounding on the northwest subdivision lots 143f-9, 143f-8, 143f-7 and

la ligne limitant au sud-ouest les lots de subdivisions 143f-26 à 143f-33 inclusivement; la ligne de division entre le lot 169 et le lot de subdivision 143f-33 prolongée jusqu'à l'axe de la Baie-du-Portage; ledit axe de la Baie-du-Portage se prolongeant entre la dune de l'ouest-du-Havre-aux-Basques et la dune de l'est-du-Havre-aux-Basques, jusqu'aux limites actuelles de la municipalité de Havre-Aubert; lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau, ou parties d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30399-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 672-49.

Québec, le 19 juin 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 juin 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gérard-Majella, dans le comté de Québec, le territoire de la Ville de Val Saint-Michel, dans le même comté, tel que décrit dans la loi 23 Georges V, chapitre 137, article 3, et de le former en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de la Ville de Val Saint-Michel", dans le comté de Québec.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1951.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30399-o O. J. DÉSALNIERS.

143f-6; the line bounding towards the southwest subdivision lots 143f-13 to 143f-25 inclusively; the line bounding on the southwest subdivision lots 143f-26 to 143f-33 inclusively; the division line between lot 169 and subdivision lot 143f-33 extended as far as the axis of the "Baie du Portage"; the said axis of the "Baie du Portage" extending between the dune west of "Havre-aux-Basques" and the dune East of Havre-aux-Basques, as far as the actual limits of the municipality of Havre-Aubert; the said territory together with the roads, rivers, lakes, water-courses, or parts of same, comprised within the above described limits.

The said order in council to become effective on the 1st of July, 1951.

O. J. DÉSALNIERS,
30399 Superintendent of Education.

No. 672-49.

Quebec, June 19, 1951. *

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by Order in Council dated June 14, 1951, to detach from the school municipality of Saint-Gérard Majella, in the county of Quebec, the territory of the town of Val Saint-Michel, in the same county, as described in the Act 23 George V, chapter 137, section 3, and to erect it into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of the Town of Val Saint-Michel" in the county of Quebec.

The said order in Council shall take effect on July 1st, 1951.

O. J. DÉSALNIERS,
30399 Superintendent of Education.

Mines

AVIS

Re: The Height of Land Company

Avis est par le présent donné que, conformément à l'article 42 du chapitre 196 des Statuts refondus de Québec, 1941, (Loi concernant les mines), le bloc "F" du canton de Preissac, comté d'Abitibi, autrefois la propriété de The Height of Land Company, sera vendu à l'enchère publique, à titre de concession minière pour les métaux supérieurs, mardi, le vingt-sixième jour de juin mil neuf cent cinquante et un, à onze heures de la matinée, au bureau du Sous-Ministre des Mines, Hôtel du Gouvernement, Québec.

La mise à prix sera de \$4,397.96 et le prix entier de l'adjudication sera payable comptant.

Ce bloc "F" du canton de Preissac contient une superficie de 193 acres.

Québec, le 4 juin 1951.

Sous-Ministre des Mines,
30296-23-3-o A. O. DUFRESNE.
Québec, le 4 juin 1951.

Mines

NOTICE

Re: The Height of Land Company.

Notice is hereby given that, in conformity with Section 42, of Chapter 196 of the Quebec Revised Statutes, 1941, (Quebec Mining Act), Block "F" of Preissac Township, Abitibi County, formerly the property of the "Height of Land Company," shall be sold by public auction, as a mining concession for superior minerals, on Tuesday, the twenty-sixth day of June, nineteen hundred and fifty-one, at eleven o'clock of the forenoon, in the office of the Deputy Minister of Mines, Parliament Buildings, Quebec, P.Q.

The upset price shall be \$4,397.96 and the entire price of the sale shall be payable cash on adjudication.

The said Block "F" of Preissac Township contains an area of 193 acres.

Québec, June 4th, 1951.

A. O. DUFRESNE,
30296-23-3-o Deputy-Minister of Mines.
Québec, June 4th, 1951.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur
Division d'enregistrement de Terrebonne.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Saint-Sauveur
Registration Division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 354 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil. Notice is hereby given that lot 354 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 13 juin 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

30390-o

Quebec, June the 13th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

30390-o

Lettres patentes supplémentaires

AVIS DE CORRECTION

La Compagnie de Téléphone de La Tuque
La Tuque Telephone Company

Avis est donné que l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, N° 24, du 16 juin 1951, page 1770, concernant les lettres patentes supplémentaires accordées le 11 juin 1951 à "La Compagnie de Téléphone de La Tuque Falls", changeant *inter alia* le nom de cette compagnie en celui de "La Compagnie de Téléphone de La Tuque — La Tuque Telephone Company", est corrigé de la façon suivante: dans la dix-neuvième ligne et les deux lignes suivantes dudit avis, les mots "(b) augmentant tel capital-actions par la création de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune" sont remplacés par les mots suivants: "(b) augmentant tel capital-actions par la création de 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune".

Daté du bureau du Procureur général, le 18 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30371-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

NOTICE OF CORRECTION

La Compagnie de Téléphone de La Tuque
La Tuque Telephone Company

Notice is hereby given that the notice published in the *Quebec Official Gazette*, No. 24, of the 16th of June, 1951, on page 1770, concerning the supplementary letters patent issued on the 11th of June, 1951, to "La Compagnie de Téléphone de La Tuque Falls", changing, among other things, the name of the said company into that of "La Compagnie de Téléphone de La Tuque — La Tuque Telephone Company", is corrected as follows: in the eighteenth and nineteenth lines of the said notice, the words: "(b) increasing said capital stock by the creation of 5,000 preferred shares of a par value of \$20 each" are replaced by the following words: "(b) increasing said capital stock by the creation of 10,000 preferred shares of a par value of \$20 each".

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1951.

P. FRENETTE,
30371 Assistant Deputy Attorney General.

Liquidation avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée des actionnaires de la compagnie "Angus Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), dûment constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 13 août 1947, avec siège social situé à 7000 rue Jeanne Mance, Montréal, Québec, ladite assemblée ayant été tenue le 5 juin 1951, une résolution a été adoptée à l'effet de liquider et dissoudre ladite compagnie, et que, à cette fin, M.T.H. Higginson, industriel des cités et districts de Montréal, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30385 JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notices:

Notice is hereby given that, at a meeting of the shareholders of "Angus Mines Limited" (No Personal Liability), a company duly incorporated under the Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated August 13, 1947, with head office situated at 7000 Jean Mance Street, Montreal, Quebec, the said meeting having been held on June 5, 1951, a resolution was passed to wind up and dissolve the said Company, and that, for such purpose, Mr. T. H. Higginson, Industrialist, of the City and District of Montreal, was appointed Liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30385-o Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

DAOUST LALONDE INC.

Avis est donné que la compagnie "Daoust Lalonde Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinzième jour de décembre 1949 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, situé jusqu'à aujourd'hui au no 939 Place Victoria, l'a transporté à 4343 rue Hochelaga.

Le Secrétaire-trésorier,
30378-o GÉRARD GINGRAS.

Head Offices

DAOUST LALONDE INC.

Notice is given that the company "Daoust Lalonde Inc.", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of December, 1949, and having its head office in the city of Montreal, until today situate at No. 939 Victoria Square, has moved it to 4343 Hochelaga Street.

GÉRARD GINGRAS,
30378 Secretary-Treasurer.

AVIS

Avis est donné que la compagnie "Atta Girl Frocks Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 22 mars 1951, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 420 ouest, rue Lagauchetière, Montréal, P.Q.

Montréal, 14 juin 1951.

Le Procureur de la compagnie,
30376 ALBERT H. MALOUF.

ARVIDA MIX & SUPPLY COMPANY, LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Arvida Mix & Supply Company, Limited", corporation constituée par lettres patentes de la Province de Québec en date du vingt-cinq avril mil neuf cent cinquante, ayant le siège de ses affaires en la cité d'Arvida, dans le district judiciaire de Chicoutimi, a établi son bureau ou domicile légal Chemin de la Rivière Déchéne, à Arvida.

Chicoutimi, le 15 juin 1950.

30368-o Le Secrétaire,
RAY. BELLEAU.

DOUVILLE DRILLING INC.

Avis est donné que la compagnie "Douville Drilling Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-sept février mil neuf cent cinquante et un, et ayant son siège social en la cité de Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 825 rue Notre-Dame, Thetford Mines.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Thetford Mines, 14 juin 1951.

[Sceau]

30379 Le Secrétaire,
JEAN MARC ROBERGE.

Canada, Province de Québec, District de Québec

NETTOYEURS SILLERY CLEANERS INC.

Avis de la Situation du Bureau Principal

Avis est donné que la compagnie "Nettoyeurs Sillery Cleaners Inc.", constituée en corporation en date du dix-huitième jour d'avril 1951, et ayant son bureau principal dans la cité de Sillery, a établi son bureau au numéro 2000 de la rue St-Michel.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 15 mai 1951.

30394-o Le Président,
J. G. CLOUTIER.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE
ST-MALACHIE D'ORMSTOWN
(COMTÉ DE CHATEAUGUAY)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Sou-

NOTICE

Notice is hereby given that "Atta Girl Frocks Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on March 22nd, 1951, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 420 Lagauchetière Street, W., Montreal, P.Q.

Montreal, June 14th, 1951.

30376-o ALBERT H. MALOUF,
Attorney for the company.

ARVIDA MIX & SUPPLY COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that the company "Arvida Mix & Supply Company, Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth of April, nineteen hundred and fifty having its head office in the city of Arvida, in the judicial district of Chicoutimi, has established its office or legal domicile "Chemin de la Rivière Déchéne", at Arvida.

Chicoutimi, June 15, 1951.

30368 RAY. BELLEAU,
Secretary.

DOUVILLE DRILLING INC.

Notice is hereby given that the company "Douville Drilling Inc.", incorporated by letters patent dated the seventeenth of February, one thousand nine hundred and fifty-one, and having its head office in the city of Thetford Mines, in the District of Arthabaska, has established its office at No. 825, Notre-Dame Street, Thetford Mines.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Thetford Mines, June 14th, 1951.

[Seal]

30379-o JEAN MARC ROBERGE,
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

NETTOYEURS SILLERY CLEANERS INC.

Notice of situation of the head office

Notice is hereby given that the company "Nettoyeurs Sillery Cleaners Inc.", incorporated under date the eighteenth day of April, 1951, and having its head office in the city of Sillery, has established its office at No. 2000 St-Michel street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 15th day of May, 1951.

30394 J. G. CLOUTIER,
President.

Tenders

Province of Quebec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF
ST. MALACHIE D'ORMSTOWN
(COUNTY OF CHATEAUGUAY)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

missions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Me Hector Crête, notaire, secrétaire-trésorier, Ormstown, comté de Châteauguay, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi le 11 juillet 1951, pour l'achat de \$200,000 d'obligations de la commission scolaire de St-Malachie d'Ormstown, comté de Châteauguay, datées du 1er juin 1951, et remboursables par séries du 1er juin 1952 au 1er juin 1971 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$200,00—20 ans

Année	Capital
1er juin 1952.	x \$12,000.00
1er juin 1953.	x 12,500.00
1er juin 1954.	x 13,000.00
1er juin 1955.	x 13,000.00
1er juin 1956.	x 13,500.00
1er juin 1957.	x 14,500.00
1er juin 1958.	x 15,000.00
1er juin 1959.	x 16,000.00
1er juin 1960.	x 16,500.00
1er juin 1961.	x 17,000.00
1er juin 1962.	4,500.00
1er juin 1963.	5,000.00
1er juin 1964.	5,000.00
1er juin 1965.	5,500.00
1er juin 1966.	5,500.00
1er juin 1967.	6,000.00
1er juin 1968.	6,000.00
1er juin 1969.	6,500.00
1er juin 1970.	6,500.00
1er juin 1971.	6,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$128,100, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$12,810 chacun de 1952 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ormstown.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi le 11 juillet 1951, à 8 heures p.m., au bureau du secrétaire.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ormstown, (Comté de Châteauguay), ce 21ème jour de juin, 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
Me Hector CRETE, Notaire,
Ormstown, (Comté de Châteauguay),

30397-o

P.Q.

received by the undersigned, Me Hector Crête, Secretary-Treasurer, Ormstown, county of Châteauguay, until 8 o'clock p.m., Wednesday, the 11th day of July 1951, for the purchase of an issue of \$200,000 of bonds of the Catholic School Commission of St. Malachie d'Ormstown, County of Châteauguay, dated June 1st, 1951, and redeemable serially from June 1st 1952 to June 1st 1971 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$200,00—20 years

Year	Capital
June 1st, 1952.	x \$12,000.00
June 1st, 1953.	x 12,500.00
June 1st, 1954.	x 13,000.00
June 1st, 1955.	x 13,000.00
June 1st, 1956.	x 13,500.00
June 1st, 1957.	x 14,500.00
June 1st, 1958.	x 15,000.00
June 1st, 1959.	x 16,000.00
June 1st, 1960.	x 16,500.00
June 1st, 1961.	x 17,000.00
June 1st, 1962.	4,500.00
June 1st, 1963.	5,000.00
June 1st, 1964.	5,000.00
June 1st, 1965.	5,500.00
June 1st, 1966.	5,500.00
June 1st, 1967.	6,000.00
June 1st, 1968.	6,000.00
June 1st, 1969.	6,500.00
June 1st, 1970.	6,500.00
June 1st, 1971.	6,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$128,100, granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$12,810 each, from 1952 to 1961 inclusively, will be applied to use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Ormstown.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the School Commissioners to be held on the 11th day of the month of July 1951, at 8 o'clock p.m., at the office of the Secretary.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ormstown (County of Châteauguay), this 21st day of June, 1951.

Me HECTOR CRETE, Notary,
The Secretary-Treasurer,
Ormstown, (County of Châteauguay),

30397-o

P.Q.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE RIMOUSKI-EST
(COMITÉ DE RIMOUSKI)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par la soussignée, Madame Aline G. St-Laurent, secrétaire-trésorière, 732 rue St-Germain, Rimouski-Est, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 9 juillet 1951, pour l'achat de \$190,000 d'obligations de la commission scolaire de Rimouski-Est, datées du 1er juin 1951 et remboursables par séries du 1er juin 1952 au 1er juin 1971 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$190,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1952.....	x\$19,000.00
1er juin 1953.....	x 16,500.00
1er juin 1954.....	x 17,000.00
1er juin 1955.....	x 18,000.00
1er juin 1956.....	x 18,500.00
1er juin 1957.....	x 19,500.00
1er juin 1958.....	x 20,000.00
1er juin 1959.....	3,500.00
1er juin 1960.....	4,000.00
1er juin 1961.....	4,000.00
1er juin 1962.....	4,000.00
1er juin 1963.....	4,500.00
1er juin 1964.....	4,500.00
1er juin 1965.....	4,500.00
1er juin 1966.....	5,000.00
1er juin 1967.....	5,000.00
1er juin 1968.....	5,500.00
1er juin 1969.....	5,500.00
1er juin 1970.....	5,500.00
1er juin 1971.....	6,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$123,840, accordé par le Secrétaire de la province et payables en sept versements, dont un de \$20,640.00 et six de \$17,200 chacun, de 1952 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Rimouski.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 9 juillet 1951, à 8 heures p.m., au couvent de Rimouski-Est.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski-Est (Comté de Rimouski), ce 20ème jour de juin 1951.

La Secrétaire-trésorière,

MADAME ALINE G. ST-LAURENT.

732, rue St-Germain,
Rimouski-Est, (Comté de Rimouski), Qué.
30395-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF RIMOUSKI-EAST
(COUNTY OF RIMOUSKI)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Madame Aline G. St-Laurent, secretary-treasurer, 732 St-Germain street, Rimouski-Est, up to eight o'clock in the evening, Monday, the 9th day of July, 1951, for the purchase of \$190,000 of bonds of the school commission of Rimouski-Est, dated the 1st of June, 1951, and redeemable serially from the 1st of June, 1952 to the 1st of June 1971 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$190,000 — 20 years

Year	Capital
1st June 1952.....	x\$19,000.00
1st June 1953.....	x 16,500.00
1st June 1954.....	x 17,000.00
1st June 1955.....	x 18,000.00
1st June 1956.....	x 18,500.00
1st June 1957.....	x 19,500.00
1st June 1958.....	x 20,000.00
1st June 1959.....	3,500.00
1st June 1960.....	4,000.00
1st June 1961.....	4,000.00
1st June 1962.....	4,000.00
1st June 1963.....	4,500.00
1st June 1964.....	4,500.00
1st June 1965.....	4,500.00
1st June 1966.....	5,000.00
1st June 1967.....	5,000.00
1st June 1968.....	5,500.00
1st June 1969.....	5,500.00
1st June 1970.....	5,500.00
1st June 1971.....	6,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$123,840 granted by the Provincial Secretary and payable in seven instalments, one of \$20,640.00 and six of \$17,200 each, from 1952 to 1958 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Rimouski.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday the 9th day of July, 1951, at eight o'clock in the evening, at the Convent of Rimouski-Est.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Rimouski-Est (County of Rimouski) this 20th day of June, 1951.

The Secretary-Treasurer,

MADAME ALINE G. ST-LAURENT.

732 St-Germain street,
Rimouski-Est (County of Rimouski), Que.
30395

Province de Québec

CITÉ DE GRANBY
(COMTÉ DE SHEFFORD)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Dallaire, greffier, Hôtel de Ville Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 9 juillet 1951, pour l'achat de \$748,000 d'obligations de la Cité de Granby, datées du 15 mai 1951 et remboursables par séries du 15 mai 1952 au 15 mai 1971 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 15 mai et 15 novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$784,000—20 ans

Année	Capital
15 mai 1952.....	\$27,500.00
15 mai 1953.....	28,500.00
15 mai 1954.....	30,000.00
15 mai 1955.....	31,000.00
15 mai 1956.....	32,000.00
15 mai 1957.....	33,500.00
15 mai 1958.....	34,500.00
15 mai 1959.....	35,500.00
15 mai 1960.....	36,500.00
15 mai 1961.....	37,500.00
15 mai 1962.....	39,000.00
15 mai 1963.....	40,500.00
15 mai 1964.....	41,500.00
15 mai 1965.....	43,000.00
15 mai 1966.....	45,000.00
15 mai 1967.....	46,000.00
15 mai 1968.....	47,500.00
15 mai 1969.....	49,500.00
15 mai 1970.....	52,000.00
15 mai 1971.....	53,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 9 juillet 1951, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville de Granby.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby (Comté de Shefford), ce 21ème jour de juin 1951.

Greffier,
J.-A. DALLAIRE,
Hôtel de Ville,
Granby, (Shefford), P.Q.

30396-o

Province of Quebec

CITY OF GRANBY
(COUNTY OF SHEFFORD)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, J. A. Dallaire, Clerk, City Hall, Granby, county of Shefford, up to eight o'clock in the evening, Monday, the 9th day of July, 1951, for the purchase of \$784,000 of bonds of the City of Granby, dated the 15th day of May, 1951, and redeemable serially from the 15th of May 1952 to the 15th of May 1971, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually the 15th of May and 15th of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$784,000—20 years

Year	Capital
15th May 1952.....	\$27,500.00
15th May 1953.....	28,500.00
15th May 1954.....	30,000.00
15th May 1955.....	31,000.00
15th May 1956.....	32,000.00
15th May 1957.....	33,500.00
15th May 1958.....	34,500.00
15th May 1959.....	35,500.00
15th May 1960.....	36,500.00
15th May 1961.....	37,500.00
15th May 1962.....	39,000.00
15th May 1963.....	40,500.00
15th May 1964.....	41,500.00
15th May 1965.....	43,000.00
15th May 1966.....	45,000.00
15th May 1967.....	46,000.00
15th May 1968.....	47,500.00
15th May 1969.....	49,500.00
15th May 1970.....	52,000.00
15th May 1971.....	53,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Granby.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, the 9th day of July, 1951, at eight o'clock in the evening, in the City Hall of Granby.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Granby (County of Shefford), this 21th day of June 1951.

J. A. DALLAIRE,
Clerk,
City Hall,
Granby, (Shefford), P.Q.

30396

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, (en matière de faillite), N° 4468F. Dans l'affaire de la faillite de Daigle & Ross Limitée, manufacturier, Ste-Croix, comté de Lotbinière, débitrice, et Victor La Rochelle, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis de vente est par les présentes donné par le soussigné que MARDI, le VINGT-QUATRE JUILLET 1951, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée) à la porte de l'église paroissiale de Ste-Croix, comté de Lotbinière, seront vendus à l'enchère publique les immeubles suivants:

DÉSIGNATION

1° Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Croix, faisant partie des lots numéro quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois (partie 82 et 83) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Croix, comté de Lotbinière, mesurant deux cents trente-et-un pieds (231') du côté nord-est le long de la propriété de Delphis Bédard; cent trente-quatre pieds (134') du côté nord, le long des immeubles de Jules Desrochers et Pierre Babin; soixante-huit pieds (68') du côté sud-ouest, le long de l'immeuble de Henri Boisvert; soixante-dix pieds (70') du côté sud, le long de l'immeuble de l'abbé Couture; quatre vingt-quatre pieds (84') du côté sud-ouest, le long de l'immeuble de Omer Martel, le tout plus ou moins mesure anglaise;

2. Un terrain situé en la paroisse de Ste-Croix, comté de Lotbinière, au premier rang, étant une partie du lot numéro quatre-vingt-trois (partie 83) du susdit cadastre de la paroisse de Ste-Croix, comté de Lotbinière, mesurant une largeur de soixante-quatorze pieds (74') au nord et quatre-vingt-cinq pieds (85') au sud et ayant une profondeur de trois cent dix pieds (310') borné au nord et au nord-est par l'immeuble de Delphis Bédard; au sud par l'immeuble de Auguste Jean et au sud-ouest par le terrain ci-dessus décrit, le tout plus ou moins mesure anglaise;

3° Un terrain situé en la paroisse de Ste-Croix, Cté de Lotbinière, connu et désigné comme étant une partie du lot no quatre-vingt-deux (82) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Croix, Comté de Lotbinière, mesurant quatre-vingt-quatorze pieds (94') de largeur par cent soixante-neuf pieds (169') de profondeur, le tout plus ou moins mesure anglaise, borné au nord par Arthur Tardif et Delphis Bédard, au sud, au bout de la profondeur par Auguste Jean; à l'est par Alcide Boisvert; à l'ouest par les terrains appartenant déjà à Daigle & Ross Limitée;

4° Un terrain ou lisière de terrain situé en la paroisse de Ste-Croix Cté de Lotbinière, étant une partie du lot numéro quatre-vingt-quatre (84) du cadastre officiel de Ste-Croix, Comté de Lotbinière, mesurant neuf pieds (9') de largeur du côté nord-est par cinq cent un pieds (501') de profondeur sur la ligne nord, le tout plus ou moins mesure anglaise, borné au nord et au nord-est par Delphis Bédard et au sud et au sud-ouest par les terrains appartenant déjà à Daigle & Ross Limitée.

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 4468F. In the matter of the estate of Daigle & Ross Limited, manufacturer, Ste. Croix, County of Lotbinière, P.Q., debtor and Victor La Rochelle, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given by the undersigned that on TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of July, 1951, at THREE o'clock in the afternoon (Eastern Day-light Saving Time), at the Parochial Church Door, of Ste. Croix, County of Lotbinière, will be sold by public auction the immovables designated as follows:

DESCRIPTION

1. An emplacement situated in the Parish of Ste. Croix, being part of lots eighty-two and eighty-three (Parts 82 and 83) of the official cadastre of the Parish of Ste. Croix, County of Lotbinière, measuring said lots, two hundred and thirty-one feet (231') on the North East, bounded by the property of Delphis Bédard; one hundred and thirty-four feet (134') on the North, bounded by the property of Jules Desrochers and Pierre Babin; sixty-eight (68') on the South-West, bounded by the property of Henri Boisvert; seventy feet (70') on the South, bounded by the property of Father Couture; eighty-four feet (84') on the South West, bounded by the property of Omer Martel. All the foregoing measurements are english measure and are more or less;

2. A lot of land situated in the Parish of Ste. Croix, County of Lotbinière, in the first range, being part of lot eighty-three (Part 83) of the official cadastre of the Parish of Ste. Croix, County of Lotbinière, measuring seventy-four feet (74') on the North and eighty-five feet (85') on the South in length and three hundred and ten feet (310') in depth, bounded on the North and North-East by the property of Delphis Bédard, on the South by the property of Auguste Jean and on the South West by the above described land or emplacement, the whole english measure and more or less;

3° An other land situated in the Parish of Ste. Croix, County of Lotbinière, known and designated as being a part of lot number eighty-two (82) of the official cadastre of the Parish of Ste. Croix, County of Lotbinière, measuring said land ninety-four feet (94') in width by one hundred and sixty-nine feet (169') in depth, the whole, english measure, more or less; bounded on the North by Arthur Tardif and Delphis Bédard; on the South by Auguste Jean; on the East by Alcide Boisvert; on the West by the land already property of Daigle & Ross Limitée;

4° Another land or piece of land, situated in the Parish of Ste. Croix, County of Lotbinière, known and designated as being part of lot number eighty-four (84) of the official cadastre of the Parish of Ste. Croix, County of Lotbinière, measuring nine feet (9') in width on the North-East by five hundred and one feet (501') in depth on the North limit, the whole measure more or less; bounded on the North and North-East by Delphis Bédard; on the South and South-West, by the land already property of Daigle & Ross Limitée.

Moins et à distraire des dits terrains ci-haut décrits, toutes parcelles d'iceux détachées des dits terrains suivants bons titres.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et tel qu'il se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Registraire, à Québec, le 15 juin 1951, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure Civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement 3½% conformément à la loi.

Québec, ce 16 juin 1951.

Le Syndic,
VICTOR LA ROCHELLE,
105, Côte de la Montagne,
Québec.

30370-25-2-o

Less and to subtract out of the said above described lands all parts separated from the said lands according to good title deed.

The whole with buildings thereon erected circumstances and dependencies. And as it presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovables.

This sale is made in virtue of a judgment rendered by the Registrar, at Quebec on the 15th day of June 1951, and pursuant to the provisions of section 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale under the terms of the Code of a Civil Procedure.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price the purchaser must pay the 3½% Government Tax according to Law.

Québec, June 16th., 1951.

VICTOR LA ROCHELLE,
Trustee,
105, Côte de la Montagne,
Québec.

30370-25-2-o

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Coaticook, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique au bureau du secrétaire-trésorier à l'hôtel de ville de la susdite municipalité, le LUNDI, SEIZIÈME jour de JUILLET 1951, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires, taxes d'eau et intérêts mentionnées dans l'état ci-dessous et les frais qui seront subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Hopkins, Mrs. Emma, Lot N° 1653,

Taxes municipales: \$8.66; taxes scolaires: \$5.10.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous des plans et livres de renvoi officiels de la Ville de Coaticook.

Donné à Coaticook, ce dix-huitième jour de juin 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

30380-25-2-o

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-treasurer of the Town of Coaticook, that the property hereinafter described, will be sold by public auction, at the office of the Secretary-treasurer, at the Town Hall, of the aforesaid municipality, on MONDAY, SIXTEENTH day of JULY 1951, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal, school, and water taxes with interest as mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Hopkins, Mrs. Emma, Lot No. 1653,

Municipal taxes, \$8.66; school taxes: \$5.10.

The above immovables are all upon the official plan and in the book of reference of the Town of Coaticook.

Given at Coaticook, this eighteenth day of June 1951.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

30380-25-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Dans la Cour Supérieure District de Québec
Québec, à savoir: { CHAMPLAIN OIL PRO-
N° 63,071. { DUCTS LTD., corpora-
tion légale ayant son siège
social à Montréal, demanderesse, contre OMER
CAMERON, FILS, mécanicien-garagiste, de
St-Malachie, comté Dorchester, défendeur et
OUELLET & LACASSE, régistrateur pour Ste-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

In the Superior Court, District of Quebec
Quebec, to wit: { CHAMPLAIN OIL PRO-
No. 63,071. { DUCTS LTD., a body po-
litic and corporate having its
head office at Montreal, plaintiff; against OMER
CAMERON, Jr., mechanic and garage-keeper,
of St. Malachie, county of Dorchester, defendant;
and OUELLET & LACASSE, registrar for Ste-

Hénédine, comté de Dorchester, mis en cause, à savoir:

1. Un terrain-emplacement faisant partie du lot numéro cent huit (Ptie No. 108) du cadastre officiel pour St-Malachie, Dorchester, mesurant cinquante pieds de largeur le long du chemin public actuel conduisant de St-Malachie à Frampton sur cent pieds de profondeur le long de la nouvelle route No. 53, borné au nord-est et au nord-ouest par le résidu de ce lot appartenant à Forest Henderson, au sud-est par le chemin public conduisant de St-Malachie à Frampton et au sud-ouest à la nouvelle route No. 53 conduisant de Lévis à Ste-Germaine;

2. Un terrain-emplacement faisant partie du lot numéro cent huit (Ptie No. 108) du cadastre officiel pour St-Malachie, Dorchester, mesurant cent pieds de largeur du côté nord-est, quatre-vingt-quinze pieds de largeur du côté sud-ouest sur une profondeur de cinquante pieds et borné comme suit: au nord-est par la nouvelle route No. 53, au sud-est par le ruisseau séparant cet emplacement du chemin public conduisant de St-Malachie à Frampton, au nord-ouest et au sud-ouest au terrain ci-après décrit avec bâtisses y érigées;

3. Un terrain faisant partie du lot numéro cent huit (Ptie No. 108) du cadastre officiel pour St-Malachie, Dorchester, mesurant cent vingt-cinq pieds de largeur sur une profondeur de cinquante pieds et de là mesurant deux cent vingt pieds de largeur sur la profondeur de cinquante pieds et borné comme suit: au nord-est partie à la nouvelle route No. 53 et partie à l'emplacement désigné en deuxième lieu ci-dessus, au sud-est au ruisseau séparant ce terrain du chemin public conduisant de St-Malachie à Frampton, au nord-ouest à un fossé qu'a fait le Ministère de la Voirie de Québec et au sud-ouest à la partie du même lot appartenant à Forest Henderson, avec bâtisses y érigées, les circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Malachie, le SEIZIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures du matin, heure avancée.

Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce le 6 juin 1951. 30299-23-2
[Première insertion: 9 juin 1951]
[Deuxième insertion: 23 juin 1951]

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, District d'Iberville

Saint Jean, à savoir: } DOMINA SENÉCAL,
N° 6411 } bourgeois, du village
de Napierville, district d'Iberville, demandeur,
vs OLIVIER BARRIÈRE & AL., de la paroisse
de Saint-Bernard de Lacolle, district d'Iberville,
défendeur.

Comme appartenant audit défendeur les immeubles ci-après décrits, savoir:

Un immeuble situé en la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, connu et désigné comme les numéros 693 et 694 du cadastre officiel de la paroisse de Lacolle, avec bâtisses y érigées;

et un immeuble situé en la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, connu et désigné comme les numéros 683 et 684 du cadastre officiel de la paroisse de Lacolle, avec bâtisses y érigées, dont

Hénédine, county of Dorchester, mis en cause, to wit:

1. A lot of land or emplacement forming part of lot number one hundred and eight (Pt. No. 108) on the official cadastre for St-Malachie, Dorchester, measuring fifty feet in width along the present public road leading from St-Malachie to Frampton, by one hundred feet in depth along the new Highway No. 53, bounded on the northeast and northwest by the residue of said lot belonging to Forest Henderson, on the southeast by the public road leading from St-Malachie to Frampton, and on the southwest by the new Highway No. 53, leading from Lévis to Ste-Germaine;

2. A lot of land or emplacement forming part of lot number one hundred and eight (Pt. No. 108) on the official cadastre for St-Malachie, Dorchester, measuring one hundred feet in width on the northeast side, ninety-five feet in width on the southwest side by a depth of fifty feet, and bounded as follows: On the northeast by the new Highway No. 53, on the southeast by the stream separating the said emplacement from the public road leading from St-Malachie to Frampton, on the northwest and southwest by the lot of land hereinafter described—with buildings thereon erected;

3. A lot of land forming part of lot number one hundred and eight (Pt. No. 108) on the official cadastre for St-Malachie, Dorchester, measuring one hundred and twenty-five feet in width by a depth of fifty feet and thence measuring two hundred and twenty feet in width by the depth of fifty feet and bounded as follows: on the northeast partly by the new Highway No. 53 and partly by the emplacement above secondly described, on the southeast by the stream separating the said lot of land from the public road leading from St-Malachie to Frampton, on the northwest by a ditch made by the Quebec Department of Roads and on the southwest by the part of the same lot belonging to Forest Henderson—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole presently subsists, with the active and passive servitudes without exception or reserve.

To be sold at the parish church door of St-Malachie, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, J. S. POULIOT, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, June 6, 1951. 30299-23-2
[First insertion: June 9, 1951]
[Second insertion: June 23, 1951]

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Iberville

Saint John's to wit: } DOMINA SENÉCAL,
No. 6411. } bourgeois, of the village
of Napierville, district of Iberville, plaintiff;
vs OLIVIER BARRIÈRE & AL., of the parish
of Saint Bernard de Lacolle, district of Iberville,
defendant.

As belonging to the said defendant, the immovables hereinafter described, to wit:

An immovable situate in the parish of Saint-Bernard de Lacolle, known and designated as numbers 693 and 694 of the official cadastre for the parish of Lacolle—with buildings thereon erected;

and an immovable situate in the parish of Saint-Bernard de Lacolle, known and designated as numbers 683 and 684 of the official cadastre for the parish of Lacolle, with buildings thereon

il faut distraire du dit lot 684 la partie appartenant à Isaac Surprenant ou ses représentants: contenant environ deux arpents en superficie.

Pour être vendus "en bloc" suivant jugement rendu par l'Honorable Juge L. Cousineau en date du 11 juin 1951, comme formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, 19 juin 1951. 30382-25-2-o
(Première insertion: 23 juin 1951)

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { SUN LIFE ASSURANCE
N° 297948 { CE COMPANY OF
CANADA et al, demanderesse vs HECTOR
BARSALOU, défendeur.

"L'emplacement ayant front sur la rue Décary, en la ville de Dorval, province de Québec, étant une partie de la subdivision quarante du lot huit cent soixante-cinq (865-ptie 40) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, contenant trente-quatre pieds et six pouces de largeur par cinquante pieds de profondeur et borné en front à l'est par ladite rue Décary, en arrière à l'ouest par une partie de la subdivision trente-neuf dudit lot huit cent soixante-cinq et des deux côtés au nord et au sud respectivement par d'autres parties de ladite subdivision quarante dudit lot huit cent soixante-cinq, la ligne nord dudit emplacement étant presque parallèle et distante en front, trente-quatre pieds et deux pouces et à l'arrière trente-trois pieds et neuf pouces au sud de la ligne de division entre ladite subdivision quarante et la subdivision quarante-deux, toutes deux dudit lot huit cent soixante-cinq, toute mesure anglaise.

Avec la bâtisse dessus érigée dont le mur du côté nord est mitoyen.

Telle que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$699.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge T. Rhéaume en date du 18 mai 1951.

Le Shérif,
30258-22-2 CAISSE & HURTEAU.
[Première insertion: 2 juin 1951]

PONTIAC

Cour de Magistrat—District de Pontiac

Canada, { PHILIAS AMYOTTE
Province de Québec, { et FÉLIX AMYOTTE
Pontiac, { TE, tous deux faisant af-
No. 3373 { faire ensemble en société

comme marchands généraux sous les nom et raison social de Amyott Bros., dans le village de Fort Coulonge, district de Pontiac, demandeurs; vs GEORGE B. LAVOIE, du canton de Mansfield, district de Pontiac, défendeur, J. OSCAR LAFLAMME, c.r., avocat, Campbell's Bay, P.Q., curateur au délaisement.

Cette certaine partie du lot de terre connue et désignée conformément aux plan et livre de

erected, to be deducted from said lot No. 684 the part belonging to Isaac Surprenant, or his representatives, containing about two arpents in superficial area.

To be sold "en bloc", pursuant to a judgment of Honourable Justice L. Cousineau, dated June 11, 1951, as forming one single exploitation.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Bernard de Lacolle, on the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's June 19, 1951. 30382-25-2
[First insertion: June 23, 1951]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { SUN LIFE ASSURANCE
No. 297948 { COMPANY OF CANA-
DA & al, Plaintiffs, vs HECTOR BARSALOU,
defendant.

"The emplacement fronting on Decary Street, in the town of Dorval, Province of Quebec, being a part of subdivision forty of lot eight hundred and sixty-five (865-pt 40) on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Lachine, containing thirty-four feet six inches in width by fifty feet in depth, and bounded in front to the East by said Decary Street, in rear to the West by part of subdivision thirty-nine of said lot eight hundred and sixty-five, and on both sides to the North and South, respectively, by others parts of the said subdivision forty of said lot eight hundred and sixty-five the northerly line of the said emplacement being almost parallel to and distant at the front thirty-four feet two inches and at the rear thirty-three feet nine inches south of the line of division between said subdivision forty and subdivision forty-two, both of said lot eight hundred and sixty-five, all English measure.

With building thereon erected, whereof the Northerly side wall is mitoyen.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$699.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon: judge T. Rhéaume, dated the 18th day of may 1951.

CAISSE & HURTEAU,
30258-22-2-o Sheriff.
[First insertion: June 2, 1951]

PONTIAC

Magistrate's Court—District of Pontiac

Canada, { PHILIAS AMYOTTE
Province of Québec, { and FÉLIX AMYOTTE
Pontiac, { TE, both carrying on
No. 3373 { business together in part-
nership as general merchants under the name and style of Amyott Bros., in and of the village of Fort Coulonge, district of Pontiac, plaintiffs,

vs, GEORGE B. LAVOIE, of the Township of Mansfield, District of Pontiac, defendant, J. OSCAR LAFLAMME, K.C., advocate, Campbell's Bay, P.Q., distracting for costs.

That certain part of the lot of land known and designated according to the Official Plan

renvoi officiels du village de Fort Coulonge, district et comté de Pontiac, comme étant le lot numéro deux (ptie N° 2), ladite partie du lot contenant environ un tiers d'un acre de terre et étant bornée comme suit, à savoir: En front par le nouveau chemin macadamisé conduisant à La Passe; au sud par la propriété de Dan Morris ou représentants; au nord par une allée ou chemin; en arrière par le résidu dudit lot numéro deux appartenant à Damase Bertrand ou représentants, avec ensemble aucun et tous des membres et appartenances y appartenant.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, P.Q., MARDI le TROISIÈME jour de JUILLET 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, P.Q.
22 mai 1951. 30259-22-2
[Première insertion: 2 juin 1951]

and Book of Reference for the village of Fort Coulonge district and County of Pontiac, as lot number Two (pt. 2), said part of lot containing about one third of an acre of land and being bounded as following, namely: in front: by the new macadam road leading to La Passe; South: by the property of Dan Morris or representatives; North: by an alley or road; in rear: by the residue of said lot number Two belonging to Damase Bertrand or representatives, together with all and every the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in Campbell's Bay, P.Q., on TUESDAY the THIRD day of JULY, 1951, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DOMINIC SLOAN,
Campbell's Bay, P.Q. Sheriff.
May 22nd, 1951. 30259-22-2-o
[First insertion: June 2, 1951]

RIMOUSKI

Cour Supérieure

Canada, { ALBERT ROUS-
Province de Québec, SEAU, menuisier, de
District de Rimouski, { Rimouski, demandeur, vs
N° 12061 { DAME MARIE AURO-
RE BELZILE, épouse séparée de biens de Victor
Rousseau, de Rimouski, défenderesse, et ledit
VICTOR ROUSSEAU, son époux, mis-en-cause
aux fins d'autoriser son épouse, mis-en-cause.

"Un terrain étant le lot N° 16 de la subdivision officielle du lot N° 221 (221-16) au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, et aussi partie du N° 207 du cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, mesurant 96 pieds de front sur la rue St-Laurent, par 122 pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et mesure anglaise, étant une superficie total de 11,700 pieds, borné au nord en front, à la rue St-Laurent, à l'est à la succession de M. Auguste Gagné, au sud à M. Gérard Saucier et Pierre Lepage, actuellement occupé par M. Georges Desbiens. A distraire un emplacement de forme rectangulaire, mesurant 30 pieds de front sur la rue St-Laurent, à compter du lot N° 15 de la subdivision officielle du lot N° 221 (221-15) du cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, par 98 pieds de profondeur, et d'une superficie de 2,940 pieds carrés."

La partie du lot N° 221-16 du cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, ayant été de nouveau cadastré en date du 14 décembre 1950 et en force depuis, est maintenant connu et désigné comme étant le N° 2 de la resubdivision du lot N° 16 de la subdivision du lot N° 221 au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski.

Un chalet situé sur la terre de M. Charles Parent, à Notre-Dame du Sacré-Cœur sur mer.

Pour être vendu au bureau du Shérif, à Rimouski, École de Commerce, le VINGT-QUATRE JUILLET 1951, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
30269-25-2-o CHARLES GARON.
[Première insertion: 23 juin 1951]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François—Cour Supérieure
N° 2347. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRI-
- { COLE DU QUÉBEC, corps poli-

RIMOUSKI

Superior Court

Canada, { ALBERT ROUS-
Province de Québec, SEAU, joiner, of
District of Rimouski, { Rimouski, plaintiff, vs
No. 12061 { DAME MARIE AURO-
RE BELZILE, wife separate as to property of
Victor Rousseau, of Rimouski, defendant; and
the said VICTOR ROUSSEAU, her husband,
mis-en-cause for the purpose of authorizing his
wife, mis-en-cause.

"A lot of land being lot No. 16 of the official subdivision of lot No. 221 (221-16) of the official cadastre for the town of St-Germain de Rimouski, and also part of No. 207 of the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, measuring 96 feet in front on St-Laurent street, by 122 feet in depth, the whole more or less and English measure, being a total superficial area of 11,700 feet, bounded on the north, in front, by St-Laurent street, on the east by the Estate of Mr. Auguste Gagné, on the south by Mr. Gérard Saucier and Pierre Lepage, actually occupied by Mr. Georges Desbiens. To be deducted an emplacement of rectangular figure, measuring 30 feet in front on St-Laurent street, from lot No. 15 of the official subdivision of lot No. 221 (221-15) of the official cadastre for the town of St-Germain de Rimouski, by 98 feet in depth, and having a superficial area of 2,940 square feet."

The part of lot No. 221-16 of the official cadastre for the Town of St-Germain de Rimouski, having been surveyed anew under date the 14th of December, 1950, and in force on the cadastre since then, is now known and designated as being No. 2 of the resubdivision of lot No. 16 of the subdivision of lot No. 221 of the official cadastre for the town of St-Germain de Rimouski.

A cottage on the land of Mr. Charles Parent at Notre-Dame du Sacré-Cœur sur mer.

To be sold at the Sheriff's Office, at Rimouski, "École de Commerce", on the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,
30269-25-2 Sheriff.
[First insertion: June 23, 1951]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis—Superior Court.
No. 2347 { THE QUEBEC FARM CREDIT
{ BUREAU, body politic and incor-

tique et incorporé, ayant son siège social à Québec, district de Québec, requérant, vs JEAN-PAUL LUSSIER, de Magog, Co. Stanstead, district de St-François, intimé.

Comme appartenant à l'intimé:

"Une ferme située dans la canton de Stanstead connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanstead comme étant formée:

"a) Du lot numéro cent dix-huit (118).

b) Du lot numéro cent dix-sept (117) et de partie du lot numéro cent seize (ptie. 116), ces deux derniers morceaux de terrain étant bornés à l'est par le lot N° 118; à l'ouest par le terrain des représentants de William McGowan faisant partie du lot numéro cent seize; au sud par le terrain de Léonard Peasley ou représentants et au nord par le terrain de Charles Pearson ou représentants, contenant ensemble cinquante acres de terre, plus ou moins.

Avec maison et autres constructions dessus édifiées.

Sujet à une servitude au bénéfice du Southern Canada Power Company Limited comprenant droit à un réseau électrique, droit de passage, droit de poser des poteaux, etc., en vertu d'une convention sous seing privé en date du 17 juin 1930, enregistrée à Stanstead B. 56 N° 30017."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Ephrem de FitchBay, JEUDI, le VINGT-SIX JUILLET 1951, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 19 juin 1951. 30384-25-2-o
[Première insertion: 23 juin 1951]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour supérieure, District de Bedford,

N° 3620. { RODOLPHE MARQUIS, imprimeur, de la Cité de Granby, district de Bedford, faisant affaires, seul, à Granby, district de Bedford, sous le nom de "Imprimerie Marquis", demandeur vs LÉON-RODOLPHE LAYER, des cité et district de Montréal, faisant affaires, à Rougemont, district de Saint-Hyacinthe, sous le nom de "Johnny's Quality Products Registered.", défendeur;

Saisi comme appartenant au défendeur;

Un certain emplacement de forme rectangulaire pris et détaché du lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent soixante-quatre (5 de 574) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, mais situé en la paroisse de Saint-Michel-de-Rougemont, plus spécialement décrit et borné comme suit: partant d'un point du côté nord de la route au chemin de la Grande-Caroline situé à une distance est de onze cent vingt-trois pieds (1123'), partant de la route Montréal-Sherbrooke, ce point devant être la borne ouest, pour, de là, se diriger vers l'est en suivant la dite ligne du chemin sur une distance de cent trente-cinq pieds (135'), pour, de là, faire angle droit pour se diriger vers le nord sur une profondeur de cent dix pieds (110'), pour, à ce dernier point, faire angle droit se dirigeant vers l'est sur une distance de cent trente-cinq pieds (135'), à ce point de nouveau à angle droit vers le sud, sur une distance de cent dix pieds (110').

porate having its place of business at Quebec, district of Quebec, petitioner, vs JEAN-PAUL LUSSIER, of Magog, Co. Stanstead, district of St-François, appellee.

As belonging to the appellee:

"A farm situated in the township of Stanstead known and designated upon the official plan and book of reference for the township of Stanstead as being composed:

a) Of lot number one hundred and eighteen (118).

b) Of lot number one hundred and seventeen (117) and of part of lot number One hundred and sixteen (pt. 116); these two last parcels of land being bounded to the east by lot No. 118; to the west by the land of the representatives of William McGowan being part of lot number one hundred and sixteen; to the south by the land of Leonard Peasley or representatives and to the north by the land of Charles Pearson or representatives, containing together fifty acres, more or less.

With house and other buildings thereon erected.

Subject to a servitude in favor of Southern Canada Power Company Limited including right to an electric net-work, right of way, right to set poles, etc., by virtue of an agreement under private seal dated June the 17th, 1930, registered at Stanstead B. 56 No. 30017."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Ephrem de FitchBay, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH of JULY, 1951, at TEN in the forenoon (daylight saving time).

JOS. LABRECQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 19th of June 1951. 30384-25-2-o
[First insertion: June the 23rd, 1951]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Bedford

No. 3620. { RODOLPHE MARQUIS, printer, of the city of Granby, district of Bedford, carrying on business alone, at Granby, district of Bedford, under the name of "Imprimerie Marquis", plaintiff; vs LÉON RODOLPHE LAYER, of the city and district of Montreal, carrying on business at Rougemont, district of Saint-Hyacinthe, under the name of "Johnny's Quality Products Registered", defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A certain emplacement of rectangular figure, taken and detached from lot number five of the official subdivision of original lot number five hundred and seventy-four (5 of 574) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Césaire, but situate in the parish of Saint-Michel-de-Rougemont, more amply described and bounded as follows: Starting from point on the north side of the highway at the Grande-Caroline road situate at a distance eastward of eleven hundred and twenty-three feet (1123'), starting from the Montreal-Sherbrooke Highway, the said point to be the west boundary, thence to run eastward following the said line of the road for a distance of one hundred and thirty-five feet (135'), thence to form a right angle and run northward on a depth of one hundred and ten feet (110'), and, at this point to form a right angle running eastward a distance of one hundred and thirty-five feet (135'), at this point again at right angle southward, for a distance of one hundred and ten feet (110').

Les lignes de profondeur et de largeur devant être parallèles respectivement, le tout tel que borné actuellement, et toutes les mesures susdites étant mesures anglaises.

Avec une bâtisse y érigée servant de boulangerie ou fabrique de beignes, et toutes ses dépendances. Tel que le tout se trouve actuellement, avec les droits, circonstances et dépendances, ainsi que les servitudes de toute nature, s'y attachant.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Michel-de-Rougemont, comté de Rouville, le JEUDI, VINGT-HUITIÈME jour de JUIN, 1951, à 10.15 hres a.m.

Bureau du Shérif,
Saint-Hyacinthe, le 17 mai 1951. 30186-21-2-o

Le Shérif,

R. BOUSQUET,

The lines of depth and width to be parallel respectively, the whole as actually bounded, and all measurements being English measure.

With a house thereon erected, used as a bakery or doughnut factory, and all its dependencies. As the whole actually subsists, with the rights, circumstances and dependencies, and also the servitudes of any nature, attaching thereto.

To be sold, at the parish church door of Saint-Michel-de-Rougemont, county of Rouville, on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1951, at a QUARTER PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, May 17, 1951 30186-21-2

R. BOUSQUET,

Sheriff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 604

Québec, le 14 juin 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Status re-fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1743 du 11 juillet 1941, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 avril 1951;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail: QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

1° Les sous-paragraphes suivants sont ajoutés à la fin du paragraphe "i" de l'article I:

bb) Le terme "poseur de linoléum" désigne tout salarié qui pose du linoléum (prélat) de toutes sortes, des tuiles d'asphalte ou de caoutchouc ou tout autre produit similaire fixé en permanence sur le plancher".

cc) Le mot "tôlier" désigne tout salarié qui taille ou pose la tôle, soit à la boutique ou sur le chantier".

2° A l'article II (juridiction territoriale) les mots "quatre (4) zones" sont remplacés par les mots "cinq (5) zones" et le nouveau paragraphe suivant est ajouté:

"Zone III-A: Les comtés de Chicoutimi, Roberval et Lac St-Jean, lorsqu'il s'agit de travaux destinés à l'exploitation des pouvoirs d'eau et à

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 604

Quebec, June 14, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the building trades in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction trades in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1743 of July 11, 1941, have submitted to the Minister of labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 28, 1951;

WHEREAS the objections raised have been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

1. The following paragraphs are added at the end of subsection "i" of section I:

"bb) The term "linoleum layer" means any employee who lays linoleum (oilcloth) of any kinds asphalt or rubber tiles or any other similar product laid permanently on the floor".

"cc) The word "tinsmith" means any employee who cuts or lays tin, either at the shop or on the field".

2° In section II (territorial jurisdiction), the words "four (4) zones" are replaced by the words "five (5) zones" and the following new paragraph is added:

"Zone III-A: The counties of Chicoutimi, Roberval and Lake St. John in the case of operations for the exploitation of hydraulic power

l'aménagement d'établissements industriels et pourvu que le coût de tels travaux, salaires et matériaux compris, excède \$150,000.00."

3° A l'art. le IV (Durée du Travail), le paragraphe "b" est abrogé et remplacé par le suivant:

"b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré comme suit, excepté dans le cas des gardiens.

1. Dans la zone I, salaire et demi par rapport au salaire régulier pour tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures dans une même journée de calendrier, à l'exception des plombiers et peceurs d'appareils de chauffage, qui n'ont droit salaire et demi qu'après dix (10) heures dans une même journée.

2. Dans la zone I-A, salaire et demi par rapport au salaire régulier pour tout travail exécuté en plus de dix (10) heures dans une même journée de calendrier, les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, ou le samedi après-midi.

Salaire double doit être payé les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, de minuit à 7.00 a.m. et le samedi après 6.00 p.m.

3. Dans les zones II, III et III-A, le taux régulier majoré d'une demi n'est pas payable qu'après la dixième heure de travail exécutée dans une même journée de calendrier".

4° Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"a) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-dessous décrits, dans les limites de la juridiction territoriale du présent décret. Ces taux doivent toutefois être modifiés d'accord avec les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie, de la manière suivante, en prenant comme base de calcul 182.0 points. A chaque 7 points d'augmentation ou de diminution du coût de la vie, selon ledit indice, les taux horaires minima payables seront de \$0.05 supérieurs ou inférieurs suivant le cas.

and the constructions of industrial establishments, providing the cost of such operations, including wages and material, exceeds \$150,000.00".

3° In section IV (Duration of work), subsection "b" is deleted and the following substituted therefor:

"b) Except for watchmen, all overtime work shall be remunerated as follows;

1. In zone I, time and a half based on the regular rate for all work performed in excess of nine (9) hours in a same day calendar day, except for plumbers and steamfitters who are entitled to time and a half only after ten (10) hours have been worked in a same day.

2. In zone I-A, time and a half based on the regular rate of pay for all time worked in excess of ten (10) hours in a same day calendar day, on the first five (5) days of the week, or on Saturday afternoon.

Double time shall be paid for work done between midnight and 7.00 a.m. the first five days of the week and, on Saturday, after 6.00 p.m.

3. In zones II, III and III-A, the rate of time and a half is payable only after the tenth hour of work in a same calendar day."

4° Subsection "a" of section V is replaced by the following:

a) The following minimum wage rates shall be paid for every one of the trades hereunder described, within the limits of the territorial jurisdiction of the present decree. Such rates shall, however, be amended in pursuance of the fluctuations of the Federal cost of living index as follows, taking the 182 point mark as computing basis. For every 7 point increase or decrease in the index, the minimum hourly rates payable shall be \$0.05 higher or lower, as the case may be.

Métiers — Trades:

Salaires horaires—Hourly rates

ZONES

I	I-A	II	III	III-A
\$1.05	\$0.90	\$0.95	\$0.85	\$1.05
1.35	1.20	1.25	1.15	1.35
1.25	1.10	1.15	1.05	

Aide (par. "a", Art. I) — Helper (aubs. "a", sec. I)

Briqueleur — Bricklayer.

Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.

Disposition spéciale concernant exclusivement la zone III-A :

Special provisions applying exclusively to zone III-A:

75% des salariés travaillant dans ce métier doivent être payés \$1.25 l'heure pourvu qu'ils possèdent leur certificat de qualification ou qu'ils aient terminé leur apprentissage — 75% of the employees working in this trade shall be paid \$1.25 per hour providing they hold a certificate of competency or they have completed their apprenticeship. \$1.25

25% des salariés travaillant dans ce métier peuvent être classifiés comme aide charpentier-menuisier et payés — 25% of the employees working in this trade may be classified as carpenter-joiner's helper and be paid. 1.05

Chauffeur de bouilloires à vapeur — Boiler fireman. \$1.10 \$0.95 \$1.00 \$0.90 \$1.05

Chauffeur de camion — Truck driver. 1.05 0.90 0.95 0.85 0.95

Chauffeur de pelle à vapeur — Steam shover fireman. 1.15 1.00 1.05 0.95 1.05

Conducteur, attelage simple ou double — Horse driver, single or team. 1.05 0.90 0.95 0.85 0.95

Couvreur (ardoise, tuile, composition, amiante) — Roofer (slate tile, composition, asbestos). 1.15 1.00 1.05 0.95 1.15

Electricien — Electrician. 1.20 1.05 1.10 1.00 1.25

Electricien (homme de ligne) — Electrician (lineman). 1.15 1.00 1.05 0.95 1.15

Faiseur de planchers — Floor layer. 1.20 1.05 1.10 1.00 1.20

Finisseur de ciment — Cement finisher. 1.15 1.00 1.05 0.95 1.25

Foreur — Drill operator. 1.10 0.95 1.00 0.90 1.05

Forgeron (préposé aux machines "Drill Sharpener") — Blacksmith (drill sharpener operator). 1.35 1.20 1.25 1.15 1.25

Forgeron sur la construction ordinaire — Blacksmith on ordinary construction. 1.15 1.00 1.05 0.95 1.10

Gardien et chauffeur de bouilloires — Watchman and boiler fireman. 1.05 0.90 0.95 0.85 1.05

Métiers — Trades:	Salaires horaires — Hourly rate ZONES				
	I	I-A	II	III	III-A
Gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise— <i>par semaine</i> — Field watchman (night and day) hours or work as required— <i>per week</i>	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00
Gréeur (travail élevé) — Rigger (high line)					1.15
Gréeur (travail au sol) — Rigger (ground work)					1.05
Gréeur — Rigger	1.15	1.00	1.05	0.95	
Homme préposé aux bouilloires — Kettleman	1.10	0.95	1.00	0.90	1.10
Huileur de Pelle "Diesel" — Shovel oiler (Diesel)					0.95
Journalier (salarié non qualifié) — Labourer (common worker)	1.00	0.85	0.90	0.80	0.90
Aide des ouvriers de métier excepté les charpentiers-menuisiers, briqueteurs, plâtriers et maçons, (25% au maximum pour chaque classification) — Trademen's helper, excepting carpenters, joiners, bricklayers, plasterers and masons (25% at the most for each classification)					0.95
Maçon — Mason	1.35	1.20	1.25	1.15	1.35
Mécanicien de machines fixes (réparation et entretien) — Stationary engineman (repair and maintenance)	1.25	1.10	1.15	1.05	1.25
Préposé aux béliers mécaniques — Bulldozer operator	1.25	1.10	1.15	1.05	1.25
Préposé aux tracteurs — Tractor operator					1.15
Préposé aux compresseurs, malaxeurs de tous genres — Compressor operator, mixers of all kinds	1.10	0.95	1.00	0.90	1.00
Préposé aux grues à vapeur, gazoline, électricité, à l'huile crue — Steam gasoline, electric, crude oil crane operator : pour-for un tambour — one drum	1.30	1.15	1.05	0.95	1.05
deux tambours — two drums	1.30	1.15	1.10	1.00	1.15
trois tambours — three drums	1.30	1.15	1.15	1.05	1.25
quatre tambours — four drums	1.30	1.15	1.25	1.15	1.30
Préposé aux pelles à vapeur, gazoline, électricité, huile crue — Steam, gasoline, electric, crude oil shovel operator	1.40	1.25	1.30	1.20	1.50
Préposé aux pompes de tous genres — Pump operators (all kinds)	1.15	1.00	1.05	0.95	1.05
Ouvrier en construction et entretien de moulin — Millwright	1.15	1.00	1.05	0.95	1.25
Ouvrier en fer et bronze ornemental — Ornamental iron and bronze worker	1.15	1.00	1.05	0.95	1.15
Peintre — Painter	1.15	1.00	1.05	0.95	1.05
Peintre préposé aux machines à asperger — Sprayman	1.15	1.00	1.05	0.95	1.15
Peintre travaillant à plus de 45 pieds à l'extérieur, décorateur et doreur — Painter, work done more than 45 ft high, decorator and gilder	1.25	1.10	1.15	1.05	1.25
Plâtrier — Plasterer	1.35	1.20	1.25	1.15	1.35
Aide-Plâtrier — Plasterer's helper : 1er mois — 1st month		0.75			
2ème mois — 2nd month		0.80			
Subséquent — Thereafter		0.85			
Plombier et poseur d'appareils de chauffage — Plumber and steamfitter	1.15	1.25	1.05	0.95	1.25
Tuyauteur — Pipe mechanic					1.15
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (1 year)	1.05	1.10	0.95	0.85	1.05
Porteur d'eau — Water carrier	0.85	0.70	0.75	0.65	0.85
Poseur d'armature métallique du béton — Concrete reinforcing steel erector	1.10	0.95	1.00	0.90	1.00
Poseur de gicleurs — Sprinkler setter	1.45	1.30	1.35	1.25	1.45
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal)	1.10	0.95	1.00	0.90	1.10
Poseur de marbre — Marble layer	1.20	1.05	1.10	1.00	1.20
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.20	1.05	1.10	1.00	1.20
Poseur de tuile — Tile layer	1.20	1.05	1.10	1.00	1.20
Poseur et travailleur d'acier d'armature (sur le chantier) — Reinforcing steel layer and worker (field)	1.10	0.95	1.00	0.90	1.10
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1.15				
Préposé aux monte-charge — Freight elevator operator	1.15				
Pointeur (<i>par semaine</i> — Checker <i>per week</i>	40.00	35.00	35.00	35.00	40.00
Poudrier — Blaster	1.25	1.10	1.15	1.05	1.25
Soudeur — Welder	1.35	1.20	1.25	1.15	1.35
Brûleur — Burner					1.15
Tailleur de granit — Granite cutter	1.25	1.10	1.15	1.10	1.25
Tapissier — Paper hanger	1.15	1.00	1.05	0.95	1.15
Jointoyeur (tireur de joints) — Joint pointer	1.15	1.00	1.05	0.95	1.15
Tôlier (montage) — Tinsmith (erection)	1.15	1.25	1.05	0.95	1.15
Vérificateur de matériaux, <i>par semaine</i> — Material checker, <i>per week</i>	40.00				40.00"

5° Les taux hebdomadaires de salaires mentionnés dans les paragraphes "a" et "b" de l'article VIII sont remplacés respectivement par les suivants:

"a) \$50.00 — \$45.00"

"b) \$45.00 — \$40.00"

6° Le paragraphe "a" de l'article XI est remplacé par le suivant:

"a) Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un salarié qui s'absente du chantier un dimanche ou un jour de fête d'obligation catholique".

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30398-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 604

Québec, le 14 juin 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la peinture dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1042 du 4 août 1948, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 mai 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1042, soit modifié comme suit:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:
"IV. Taux de salaires: Les taux minima de salaires sont les suivants:

Occupations	Taux horaires minima
<i>Fabrique de peinture et de laque:</i>	
1. a) Journalier.....	\$0.90
b) Aide.....	0.95
c) Remplisseur.....	0.98
d) Préparateur de couleurs.....	1.05
e) Broyeur de couleurs, 2ème classe...	1.06
f) Broyeur de couleurs, 1ère classe...	1.10
g) Coloriste, 2ème classe.....	1.08
h) Coloriste, 1ère classe.....	1.12
<i>Fabrique de vernis:</i>	
2. a) Journalier.....	0.90
b) Aide.....	0.95
c) Remplisseur.....	0.98
d) Préposé à la dilution.....	1.06
e) Préposé aux bouilloires, 2ème classe...	1.10
f) Préposé aux bouilloires, 1ère classe...	1.16
<i>Fabrique de blanc de plomb et de couleur sèche:</i>	
3. a) Journalier.....	0.90

5° The weekly rates of wages mentioned in subsections "a" and "b" of section VIII are replaced respectively by the following:

"a) \$50.00 — \$45.00"

"b) \$45.00 — \$40.00"

6° Subsection "a" of section XI is replaced by the following:

"a) No employer has the right to punish or threaten to punish, such as by dismissal, or suspension, directly or indirectly, an employee absent from the field on Sunday or a Catholic feast of obligation".

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

30398-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 604

Quebec, June 14, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paint industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective agreement relating to the paint industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 1042 of August 4, 1948, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 5, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1042, be amended as follows:

1. Section IV is replaced by the following:
"IV. Rates of wages: The minimum rates of wages are as follows:

Occupation:	Minimum Hourly rates
<i>Paint and Lacquer Factory:</i>	
1. a) Labourer.....	\$0.90
b) Helper.....	0.95
c) Filler.....	0.98
d) Mixer.....	1.05
e) Millman, 2nd class.....	1.06
f) Millman, 1st class.....	1.10
g) Shader, 2nd class.....	1.08
h) Shader, 1st class.....	1.12
<i>Varnish Factory:</i>	
2. a) Labourer.....	0.90
b) Helper.....	0.95
c) Filler.....	0.98
d) Thinner man.....	1.06
e) Kettleman, 2nd class.....	1.10
f) Kettleman, 1st class.....	1.16
<i>White Lead and Dry Colour Factory:</i>	
3. a) Labourer.....	0.90

b) Aide.	0.95	b) Helper.	0.95
c) Broyeur, 2ème classe.	1.02	c) Grinder, 2nd class.	1.02
d) Broyeur, 1ère classe.	1.07	d) Grinder, 1st class.	1.07
e) Préposé aux presses, 2ème classe.	1.02	e) Pressman, 2nd class.	1.02
f) Préposé aux presses, 1ère classe.	1.06	f) Pressman, 1st class.	1.06
g) Préposé à la fabrication de la peinture, 2ème classe.	1.07	g) Strider, 2nd class.	1.07
h) Préposé à la fabrication de la peinture, 1ère classe.	1.10	h) Striker, 1st class.	1.10
<i>Réception, emballage et expédition:</i>			
4. a) Journalier.	0.90	4. a) Labourer.	0.90
b) Aide.	0.96	b) Helper.	0.96
c) Emballeur.	0.98	c) Packer.	0.98
d) Commis préposé à l'expédition et gardien du stock.	0.98	d) Shipping clerk and stockkeeping clerk.	0.98
<i>Général: par semaine</i>			
5. a) Gardien, chauffeur, pointeur.	\$46.75	5. a) Watchman, Fireman, Timekeeper.	\$46.75
<i>Taux horaires minima</i>			
b) Tonnelier et apprêteur.	0.98	b) Cooper and mill dresser.	0.98
c) Préposé à l'entretien, y compris les charpentiers, les électriciens, les plombiers, les machinistes et les forgerons.	1.18	c) Maintenance man, including carpenter, electrician, plumber, machinist and blacksmith.	1.18
d) Mécanicien de machine fixe, 4ème classe.	1.03	d) Stationary Engineman, 4th class.	1.03
e) Mécanicien de machine fixe, 3ème classe.	1.12	e) Stationary Engineman, 3rd class.	1.12
f) Mécanicien de machine fixe, 2ème classe.	1.25	f) Stationary Engineman, 2nd class.	1.25
6. a) Salarié du sexe masculin, moins de 18 ans.	0.66	6. a) Male employees, (under 18 years of age).	0.66
b) Salarié du sexe masculin, 18 ans et plus.	0.90	b) Male employees (18 years of age or more).	0.90
7. Garçons de moins de 18 ans ou plus.	0.66	7. Boys under or over 18 years of age.	0.66
Il ne doit pas y avoir plus d'un garçon pour huit (8) salariés dans chaque établissement.			
<i>Salariées</i>			
8. a) Aide.	0.66	8. a) Helper.	0.66
b) Etiqueteuse.	0.72	b) Labeller.	0.72
c) Opératrice et remplisseuse.	0.77	c) Operator and filler.	0.77
<i>Huile de lin:</i>			
9. a) Journalier.	0.90	9. a) Labourer.	0.90
b) Préposé aux presses hydrauliques et aux machines à expulsion.	0.98	b) Hydraulic press or expeller man.	0.98
c) Préposé à l'entretien.	1.18	c) Maintenance man.	1.18
10. <i>Chefs d'équipe:</i> Les chefs d'équipe doivent recevoir \$0.05 de plus l'heure que le taux minimum déterminé dans le présent décret pour leur classification.			
2° L'article X-A est remplacé par le suivant:			

"X-A. *Jours de fête payés:* Les salariés doivent être rémunérés pour les six (6) jours de fêtes chômés suivants: Le Premier de l'An, la fête du Travail, le jour de Noël, le Vendredi Saint, la Confédération et le jour d'Action de Grâce, à condition qu'ils travaillent le premier jour ouvrable suivant ces dites fêtes, à moins d'empêchement par la maladie.

La rémunération doit être basée sur la journée régulière de travail de chaque salarié, exception faite du travail supplémentaire.

Tout salarié qui travaille un des jours ci-haut mentionnés doit, en plus, être rémunéré au taux régulier de salaire pour les heures de travail effectuées.

Toutefois, il est permis à la discrétion de l'employeur et des salariés d'un établissement, de remplacer la Confédération par la St-Jean-Baptiste. La Confédération devient alors un jour normal de travail et la Saint-Jean-Baptiste un jour de fête chômé et payé."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

30398-o

2. Section X-A is replaced by the following:
"X-A. *Statutory Holidays with pay:* Employees shall be paid for the following six (6) observed holidays: New Year's Day, Labour Day, Christmas Day, Good Friday, Dominion Day, Thanksgiving Day, provided they work the first working day following these said holidays unless prevented from so doing by sickness.

Remuneration shall be based upon the regular working day of each employee, excluding overtime.

An employee who works on any of the above days shall, in addition, be paid at his regular hourly rate for the hours worked.

However, at the option of the employers and employees of any establishment, it is permissible to substitute St. John Baptist Day for Dominion Day, in which event, Dominion Day become a normal working day and St. John Baptist a holiday with pay."

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

30398-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 604

Québec, le 14 juin 1951.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 3011 du 6 novembre 1941, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 avril 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 3011 soit modifié comme suit:

L'échelle des prix minima des services apparaissant au paragraphe "a" de l'article V est remplacée par la suivante:

Barbe	0.35
Cheveux pour adultes des deux sexes	0.60
Cheveux pour enfants de 14 ans et moins:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.40
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.50
Flambage des cheveux.	0.25
Shampooing ordinaire.	0.50
Shampooing à l'huile.	0.75
Massage ordinaire.	0.50
Massage Boncilla.	0.75
Lotion.	0.25
Tonique.	0.25
Aiguisage de rasoir.	0.50
Coupe de cheveux à domicile.	0.85
Barbe à domicile.	0.75

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30398-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 604

Quebec, June 14, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the city of St. John and the town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the city of St. John and the town of Iberville, rendered obligatory by the decree number 3011 of November 6, 1941, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 28, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour.

THAT the said decree number 3011, be amended as follows:

The scale of minimum prices of services, as contained in sub-section "a" of section V, is replaced by the following:

Shave.	0.35
Haircut for adults, male and female.	0.60
Haircut for children (14 years and under)	
Monday, Tuesday, Wednesday and	
Thursday.	0.40
Friday, Saturday and holidays eves.	0.50
Singeing of the hair.	0.25
Ordinary Shampoo.	0.50
Oil Shampoo.	0.75
Ordinary massage.	0.50
Boncilla massage.	0.75
Lotion.	0.25
Tonic.	0.25
Sharpening of a razor.	0.50
Haircut at home.	0.85
Shave at home.	0.75

(Document "C" annexé to the order)

A. MORISSET,

30398-o

Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il a l'intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1089 du 7 mars 1940 et amendements, relatif à l'industrie des chapeaux et casquettes pour hommes et garçons dans la province de Québec.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1089 of March 7, 1940, as amended, relating to the men's and boys' hat and cap industry in the province of Quebec.

Le paragraphe "a" de l'article II sera remplacé par le suivant:

"II. Jurisdiction: a) Jurisdiction industrielle: Le présent décret régit tous les manufacturiers fabriquant, soit comme industrie principale ou secondaire, toutes sortes de chapeaux et de casquettes pour hommes et garçons et couvre-chefs pour enfants des deux sexes.

Le présent décret ne régit pas toutefois:

i) la fabrication des bonnets de bébés qui, aux fins d'application du présent décret, sont considérés comme étant des coiffures fabriquées seulement de soie, de satin, de dentelle, de popeline, de tissus imprimés de soie, de tissus de coton, de rayonne, de chinchilla, de laine à couvertures et de feutre à la verge;

ii) les manufacturiers travaillant à sous-traitant et fournissant aux manufacturiers d'habits et d'ensembles pour enfants, les casques, bonnets, et couvre-chefs faits de même matériel et devant appareiller les habits et ensembles manufacturés par leurs associés et qui ne vendent pas cesdits articles directement aux magasins de détail;

iii) la fabrication de couvre-chefs pour hommes et garçons faits de feutre fourrure, feutre-laine ou de paille."

Durant les trente jour à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juin 1951.

30391-0

Subsection "a" of section II will be replaced by the following:

"II. Jurisdiction: a) Industrial jurisdiction: The present decree governs all manufacturers making all kinds of hats and caps for men and boys and headwear for male and female children, whether such fabrication constitutes the main or a secondary industry.

However, the present decree shall not govern:

i. the manufacturing of babies' bonnets which, for the purposes of enforcement of the present decree, are considered as headwear made of silk satin, lace, poplin, silk prints, cotton plain fabrics, rayon fabrics, chinchilla blanket wool and felt yard goods;

ii. the manufacturers under a subcontract who supply to children's coat and ensemble manufacturers the caps, bonnets and headwear made of the same fabrics to match the coats and ensembles of their principals and who do not sell the said products directly to the retail stores;

iii. the fabrication of headwear for men and boys made of fur-felt, woolen felt or straw."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec June 23, 1951.

30391-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Sorel, rendue obligatoire par le décret numéro 1764 du 2 septembre 1938, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° La cédule des taux minima de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article III sera remplacée par la suivante:

Métiers	Salaires ZONES	
	I	II
Briqueleur, plâtrier, maçon et finisseur de ciment.	\$1.50	\$1.40
Charpentier-menuisier, y compris poseur de paravents, bois ou métal, chassis, fenêtres, divisions en acier.	1.25	1.15
Charpentier-menuisier et peintre travaillant pour un manufacturier de portes et chassis.	1.15	1.05
Chauffeur de bouilloires.	1.00	0.90
Chauffeur de camion, transport général et remorquage.	1.00	0.80
Conducteur d'attelage.	0.95	0.85
Conducteur de bélière mécanique ("bulldozer").	1.25	1.15
Electricien:		
Entretien (serv. personnels)	1.75	1.25
Compagnon.	1.25	1.15
Electricien (homme de ligne).	1.15	1.05
Ferblantier-couvreur.	1.25	1.15
Forgeron en construction.	1.20	1.05

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 as amended), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the district of Sorel, rendered obligatory by the decree number 1764 of September 2, 1938, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. The minimum wage scale, as contained in subsection "a" of section III, will be replaced by the following:

Trades:	Wages ZONES	
	I	II
Bricklayer, plasterer, mason and cement finisher.	\$1.50	\$1.40
Carpenter-joiner, including screen setter, wood or metal, window, window-frame and steel partition setter.	1.25	1.15
Carpenter-joiner and painter working for a door and window manufacturer.	1.15	1.05
Boiler fireman.	1.00	0.90
Truck driver, general transport and towing.	1.00	0.80
Horse driver.	0.95	0.85
Bulldozer operator.	1.25	1.15
Electrician:		
Contractor (pers. services)	1.75	1.25
Journeyman.	1.25	1.15
Electrician (lineman).	1.15	1.05
Tinsmith-roofer.	1.25	1.15
Blacksmith (construction).	1.20	1.05

Gardien à la semaine (72 heures par semaine)	0.70	0.60	Watchman, by the week (72 hours per week)	0.70	0.60
Journelier (ouvrier non qualifié)	0.90	0.80	Labourer (common worker)	0.90	0.80
Jointoyeur (tireur de joints)	1.30	1.15	Joint pointer	1.30	1.15
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur	1.05	0.95	Stationary or portable steam engine man	1.05	0.95
Opérateur de vibrateur de ciment	1.25	1.15	Cement vibrator operator	1.25	1.15
Paysagiste	1.00	0.90	Landscape worker	1.00	0.90
Peintre et tapissier	1.15	1.05	Painter and paper hanger	1.15	1.05
Peintre-aspergeur	1.25	1.10	Sprayman	1.25	1.10
Plombier et mécanicien en tuyauterie:			Plumber and pipe mechanic:		
Entrepreneur (serv. personnels)	1.75	1.25	Contractor (personal services)	1.75	1.25
compagnon	1.25	1.15	Journeyman	1.25	1.15
Jeune compagnon, 1er semestre	1.15	1.05	Junior journeyman, 1st six months	1.15	1.05
Jeune compagnon, 2e semestre	1.25	1.15	Junior journeyman, 2nd six months	1.25	1.15
Porteur d'eau	0.75	0.65	Water carrier	0.75	0.65
Porteur d'oiseau	1.00	0.90	Hod carrier	1.00	0.90
Poseur de lattes (bois ou métal)	1.15	1.05	Lather (wood or metal)	1.15	1.05
Poseur de linoléum	1.15	1.05	Linoleum layer	1.15	1.05
Poseur de marbre	1.10	0.95	Marble layer	1.10	0.95
Poseur de terrazzo	1.10	0.95	Terrazzo layer	1.10	0.95
Poseur de tuile	1.15	1.05	Tile layer	1.15	1.05
Poseur d'acier d'armature	1.10	1.00	Reinforcing steel erector	1.10	1.00
Préposé aux malaxeurs à vapeur	1.10	1.00	Steam mixer operator	1.10	1.00
Préposé aux grues à vapeur	1.15	1.05	Steam crane operator	1.15	1.05
Préposé aux grues à gazoline ou à l'électricité	1.15	1.05	Gasoline or electric crane operator	1.15	1.05
Sableur de planchers	1.25	1.15	Floor polisher	1.25	1.15
Soudeur	1.25	1.15	Welder	1.25	1.15
Travailleur de fer ornemental:			Ornamental iron worker:		
Monteur	1.20	0.90	Erector	1.20	0.90
Aide	0.95	0.85	Helper	0.95	0.85
Vérificateur de matériaux, par semaine	40.00	35.00	Material checker, per week	40.00	35.00
Pointeur, par semaine	40.00	35.00	Time keeper, per week	40.00	35.00

2° Au paragraphe "f" de l'article VII, tous les taux de salaires des apprentis de la zone II, déterminés à l'alinéa ii, seront majorés de \$0.10.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juin 1951. 30391-o

2. In subsection "f" of section VII, all wage rates of apprentices of zone II, determined in paragraph "ii", will be increased by \$0.10.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 23, 1951. 30391-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux mineurs de Red Mill, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 165 du 12 février 1948, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

"II. Taux horaires et classifications: Les salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des classifications suivantes:

Classifications:	Taux horaires
Meunier	\$0.92
Contremaître à l'intérieur	0.89
Chef d'équipe dans la mine	0.86
Chauffeur de fourneaux et tous ceux qui travaillent à l'intérieur de l'établissement	0.84
Ouvrier travaillant dans la mine	0.78

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the mine workers of Red Mill have submitted to him a request to amend the decree number 165 of February 12, 1948, as amended, as follows:

1. Section II will be replaced by the following:

"II. Rates and classifications: The following rates shall be paid to the employees of the following classifications:

Classifications:	Hourly rates
Millman	\$0.92
Furnace Foreman	0.89
Mine Foreman	0.86
Furnace man and other employees working inside the plant	0.84
Mine worker	0.78

En plus des salaires mentionnés ci-dessus, qui devront être effectifs du premier mai, il sera accordé à chaque employé un boni de vie chère de \$1.10 par point par mois, pour neuf points qui comprend l'augmentation du coût de la vie, depuis le mois de novembre 1950 au 1er mars 1951, c'est-à-dire \$9.90 par mois qui devra être payé aussi à partir du 1er mai 1951. Ce même boni de \$1.10 par point, par mois, devra être continué par la suite, mais ajusté tous les trois mois c'est-à-dire qu'au 1er août 1951, l'augmentation du 1er mars au 1er juin 1951 devra être ajoutée au boni déjà payé et ainsi de suite jusqu'à maximum de 190 points. Si l'indice du coût de la vie dépassait 190 points, des nouvelles négociations devront être faites. Pour la même raison, si l'indice du coût de la vie du Canada baisse, le montant du boni diminuera en conséquence jusqu'à ce que l'indice tombe à 170.7, c'est-à-dire au niveau de novembre 1950.

Lorsqu'un salarié change d'emploi, soit qu'il travaille dans l'établissement ou dans la mine, il doit être payé suivant les taux mentionnés ci-dessus pour le nombre d'heures qu'il fait dans chaque catégorie de travail."

2° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. *Vacances payées*: a) Les salariés assujettis au présent décret, ayant au moins un an de service pour le compte de leur employeur ont droit chaque année à des vacances payées sur la base suivante:

<i>Années de service</i>	<i>Période de vacances</i>
1 an à 5 ans.	1 semaine
5 ans à 25 ans.	2 semaines
25 ans et plus.	3 semaines

Au cas où l'employé quitterait son travail ou serait congédié par la compagnie avant ou après la date des vacances payées qui est le 15 juillet de chaque année, il aura droit à autant de demies journées, de journées complètes ou de journées et demie par mois suivant la catégorie des vacances auxquelles il a droit au paragraphe précédent.

En plus des vacances payées mentionnées ci-dessus, les salariés doivent être payés pour les fêtes chômées suivantes: Le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Toussaint et le Jour de Noël.

Pour avoir droit aux fêtes chômées payées précédentes, il faudra que l'employé n'ait pas quitté son travail ou qu'il n'ait pas été suspendu ou congédié par la compagnie plus longtemps qu'une semaine avant le jour férié ou qu'il revienne au travail le lendemain de la fête."

3° L'article VI sera remplacé par le suivant:

"VI. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 6 novembre 1952, sauf pour le cas mentionné à l'article II.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 6 novembre de l'année 1952 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront légitimement formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juin 1951.

30391-0

In excess of the above wages, to be effective from May 1, every employee shall be given a cost of living bonus of \$1.10 per point per month for nine points, which represents the increase in the cost of living from November 1950 to March 1, 1951, i.e. \$9.90 per month which shall also be paid from May 1, 1951. Such bonus of \$1.10 per point per month shall be continued thereafter but adjusted every three months, meaning that on August 1, 1951, the increase from March 1 to June 1, 1951, shall be added to the bonus already paid and so forth up to the maximum of 190 points. Should the cost of living index exceed 190 points, there shall be further negotiations. For the same reason, should the cost of living index for Canada decrease, the amount of the bonus shall be reduced proportionately until the index comes down to 170.7, which is the level of November 1950.

When an employee is transferred from one classification to another, whether in the plant or in the mine, he shall be paid according to the rates mentioned above for the number of hours worked at each job."

2. Section V will be replaced by the following:

"V. *Vacation with pay*: a) The employees governed by the present decree who have at least one year of service for their employer are entitled, each year, to a vacation with pay as follows:

<i>Years of service</i>	<i>Vacation period</i>
1 to 5 years.	1 week
5 to 25 years.	2 weeks
25 years or more.	3 weeks

Should the employee give up his employment or be dismissed by the company before or after the date of vacation with pay, which is July 15 of each year, he shall be entitled to as many half days, days or days and a half of vacation per month, according to the period of employment as above described.

Furthermore, the employees are entitled to the following holidays with pay: New Year's Day, St. Jean Baptist Day, All Saints Day and Christmas Day.

To be entitled to these holidays with pay, the employee must not have been absent from work or must not have been suspended or dismissed by the company longer than a week before the holiday, or must be back to work the day following the holiday."

3. Section VI will be replaced by the following:

"VI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until November 6, 1952, except as mentioned in section II.

It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notified the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before November 6 of the year 1952 or of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 23, 1951.

30391-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 570 du 7 juin 1951, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal:

1° A l'article III, les classifications de métier suivants et les taux de salaires mentionnés en regard de chacune seront radiés:

Poseur de marbre.	1.72	1.75
Polisseur de marbre à la main. ...	1.39	1.42
Poseur de terrazzo.	1.72	1.75
Poseur de tuile.	1.72	1.75
Préposé aux machines à polir le terrazzo (humide)	1.33	1.36
Préposé aux machines à polir le terrazzo (sec).....	1.53	1.56"

2° Les paragraphes "g" et "h" de l'article XIX seront radiés.

3° Au paragraphe "a" de l'article VII, les mots "et les aides-chaudronniers en construction" seront ajoutés à la suite des mots "porteurs d'oiseau".

4° A l'article VIII, les mots "d'aides chaudronniers en construction" seront ajoutés à la suite des mots "de porteurs d'oiseau".

5° Au paragraphe "c" de l'article XIV, les mots "et tous les préposés au posage de couvertures rapportées" seront ajoutés à la suite du mot "couvreurs".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juin 1951. 30391-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 570 of June 7, 1951, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal:

1. In section III, the following trade classifications and wage rates mentioned therefor will be deleted:

"Marble setter.	1.72	1.75
Hand marble polisher.	1.39	1.42
Terrazzo layer.	1.72	1.75
Tile setter.	1.72	1.75
Terrazzo polishing machine operator (water polishing).	1.33	1.36
Terrazzo polishing machine operator (dry).	1.53	1.56"

2. Subsection "g" and "h" of section XIX will be deleted.

3. In subsection "a" of section VII, the words "and construction boilermaker's helper" will be added the words "hod carrier".

4° In section VIII, the words "construction boilermakers' helpers" will be added after the words "hod carriers".

5. In subsection "c" of section XIV, the words "and all built-up roofing forces" will be added after the word roofers".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 23, 1951. 30391-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret numéro 918 du 4 juin 1947, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

A l'article VI, les prix minima et les services suivants seront ajoutés ou substitués à ceux qui apparaissent actuellement dans le décret:

Zone VI

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	\$0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.65
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 16 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.40
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.65
Pompadour et brush cut:	
Adultes.	0.75

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 as amended), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke, rendered obligatory by the decree number 918 of June 4, 1947, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

In section VI, the following minimum prices and services will be added to, or substituted for those now mentioned in the decree:

Zone VI

Haircut, male and female adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	\$0.60
Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.65
Haircut, children under 16 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.40
Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.65
Pompadour and brushout:	
Adults.	0.75

Enfants:		Children:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.60	Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.75	Friday, Saturday and holiday eves.	0.75
Lotion, parfum, tonique.	0.25 à 0.50	Lotion, perfume, tonic.	0.25 to 0.50

Zone VIII

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	\$0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.65
Brosse (brush cut):	
Pour adultes.	0.75
Pour enfants:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.40
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.50
Barbe.	0.40

Zone IX

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes.	\$0.50
Pompadour (brush cut) et Hollywood:	
Pour hommes.	0.60

Zone X

Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.	\$0.60
Samedi et veilles de fêtes chômées.	0.70
Shampooings et massages ordinaires.	0.75

Il n'y aura pas de travail le lundi de Pâques ainsi que le 2 janvier excepté si ce jour tombe un samedi.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 juin 1951. 30391-o

Zones VIII

Haircut, male and female adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.60
Friday, Saturday and holidays eves.	0.65
Brushcut:	
Adults.	0.75
Children:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.40
Friday, Saturday and holiday eves.	0.50
Shave.	0.40

Zone IX

Haircut, male and female adults.	0.50
Pompadour (brushcut) and Hollywood haircut:	
Men.	0.60

Zone X

Haircut for adults, male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.	0.60
Saturday and holiday eves.	0.70
Shampoo and ordinary massage.	0.75

No work shall be performed on Easter Monday and on January 2 except when it falls on Saturday.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 23, 1951. 30391-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 25

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Andrashnick vs Aronson. 1808

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

604, section "A" — Métiers de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et al. 1828
604, section "B" — Industrie de la peinture dans la province de Québec 1831
604, section "C" — Métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville. 1833

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1807

RÉCEPTION DES ANNONCES:

1807

Index of the Quebec Official Gazette, No. 25

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Andrashnick vs Aronson. 1808

ORDERS IN COUNCIL:

604, part "A" — Building trades in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West * et al. 1828
604, part "B" — Paint industry in the Province of Quebec. 1831
604, part "C" — Barber and hairdressing trades in the city of St. John and the town of Iberville. 1833

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1807

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

1807

AVIS DIVERS:

Association des Maîtres-Bijoutiers de Drummond et District (Existence terminée)	1810
Association des Marbriers du Canada, Local de Montréal — (Associated Marble Workers of Canada, Montreal Local) (Existence terminée)	1812
Club de La Palette (Règlements)	1813
Con-Air-Con Limited (Directeurs)	1810
Eugène Bois Limitée — Limited (Directeurs)	1813
Frigidaire Products of Canada Limited (Nomination d'agent)	1810
Grandpré, Antonio (Président d'élection)	1810
L'Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus, Local N° 2 (Existence terminée)	1811
L'Association des Employés de la British Rubber Company of Canada Limited — British Rubber Company of Canada Limited Employees Association (Existence terminée)	1811
L'Association Professionnelle des Employés Coiffeurs pour Dames de Montréal, Incorporée (Existence terminée)	1811
Munn & Company Limited (Distribution de l'actif)	1809
Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd (Directeurs)	1802
St-Henri-de-Taillon, paroisse de (Tirage d'obligations)	1809
Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Ste-Sophie (Fondation)	1809
Syndicat des Employés du Chantier Municipal de la Cité de Montréal (Existence terminée)	1811
Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction (Existence terminée)	1812
The Potters, Inc. (Règlements)	1809

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Carleton sur Mer, munic. de	1813
-----------------------------------	------

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Félix de Blue Sea Lake	1813
Cercle agricole de la paroisse de St-Octave de l'Avenir	1813

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 1-50-B — Montréal...	1814
------------------------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Havre-Aubert-Est	1815
Saint-Casimir, paroisse de	1815
Sainte-Félicité	1815
Sault-au-Mouton	1814
Très-Saint-Rédempteur	1815
Val Saint-Michel, ville de	1816

MINES:

The Height of Land Company	1816
----------------------------------	------

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Saint-Sauveur, paroisse de	1816
----------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Maîtres-Bijoutiers de Drummond et District (Existence terminée)	1810
Association des Marbriers du Canada, Local de Montréal — (Associated Marble Workers of Canada, Montreal Local) (Existence terminée)	1812
Club de La Palette (By-Laws)	1813
Con-Air-Con Limited (Directors)	1810
Eugène Bois Limitée-Limited (Directeurs)	1813
Frigidaire Products of Canada Limited (Appointment of agent)	1810
Grandpré, Antonio (Returning-Officer)	1810
L'Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus, Local N° 2 (Existence terminée)	1811
L'Association des Employés de la British Rubber Company of Canada Limited — British Rubber Company of Canada Limited Employees Association (Existence terminée)	1811
L'Association Professionnelle des Employés Coiffeurs pour Dames de Montréal, Incorporée (Existence terminée)	1811
Munn & Company Limited (Distribution of the assets)	1809
Ste. Rose Cleaners and Launderers Ltd (Directors)	1802
St-Henri-de-Taillon, parish of (Drawing of bonds)	1809
Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Ste-Sophie (Foundation)	1809
Syndicat des Employés du Chantier Municipal de la Cité de Montréal (Existence terminée)	1811
Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction (Existence terminée)	1812
The Potters, Inc. (By-Laws)	1809

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Carleton sur Mer, munic. of	1813
-----------------------------------	------

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-Félix de Blue Sea Lake	1813
Cercle agricole de la paroisse de St-Octave de l'Avenir	1813

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 1-50-B — Montreal	1814
-----------------------------------	------

EDUCATION:

School Municipality of:

Havre-Aubert-Est	1815
Saint-Casimir, parish of	1815
Sainte-Félicité	1815
Sault-au-Mouton	1814
Très-Saint-Rédempteur	1815
Val Saint-Michel, town of	1816

MINES:

The Height of Land Company	1816
----------------------------------	------

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Saint-Sauveur, parish of	1816
--------------------------------	------

TRAVAIL:

Industrie de la construction dans la région de Sorel (Modification)	1834
Industrie des chapeaux et casquettes pour hommes et garçons dans la province de Québec (Modification)	1833
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification)	1837
Métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke (Modification)	1837
Mineurs de Red Mill (Modification) ..	1835

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

La Compagnie de Téléphone de La Tuque — La Tuque Telephone Company (Correction)	1817
---	------

LIQUIDATION, AVIS DE:

Angus Mines Limited	1817
---------------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Arvida Mix & Supply Company, Limited	1818
Atta Girl Frocks Ltd	1818
Daoust Lalonde Inc.	1817
Douville Drilling Inc.	1818
Nettoyeurs Sillery Cleaners Inc.	1818

SOUMISSIONS:

Granby, cité de	1821
Rimouski-Est, commission scolaire de St-Malachie d'Ormstown, commission scolaire catholique de	1820
	1818

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Daigle & Ross Limitée	1822
-----------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

Coaticook, ville de	1823
---------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Champlain Oil Products Ltd. vs Cameron, jr	1823
--	------

IBERVILLE:

Sénécal vs Barrière <i>et al</i>	1824
--	------

MONTREAL:

Sun Life Assurance Company of Canada <i>et al</i> vs Barsalou	1825
---	------

PONTIAC:

Amyotte <i>et al</i> vs Lavoie	1825
--------------------------------------	------

RIMOUSKI:

Rousseau vs Belzile	1826
---------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Lussier	1826
--	------

LABOUR:

Construction industry in the district of Sorel (Amendment)	1834
Men's and boys' hat and cap industry in the Province of Quebec (Amendment)	1833
Construction industry and trades in the district of Montréal (Amendment)	1837
Barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke (Amendment) ..	1837
Mine workers of Red Mill (Amendment)	1835

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

La Compagnie de Téléphone de La Tuque — La Tuque Telephone Company (Correction)	1817
---	------

WINDING UP NOTICE:

Angus Mines Limited	1817
---------------------------	------

HEAD OFFICES:

Arvida Mix & Supply Company Limited	1818
Atta Girl Frocks Ltd	1818
Daoust Lalonde Inc.	1817
Douville Drilling Inc.	1818
Nettoyeurs Sillery Cleaners Inc.	1818

TENDERS:

Granby, city of	1821
Rimouski-East, School Commission of St-Malachie d'Ormstown, Catholic School Commission of	1820
	1818

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Daigle & Ross Limitée	1822
-----------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Coaticook, town of	1823
--------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

Champlain Oil Products Ltd. vs Cameron, jr	1823
--	------

IBERVILLE:

Sénécal vs Barrière <i>et al</i>	1824
--	------

MONTREAL:

Sun Life Assurance Company of Canada <i>et al</i> vs Barsalou	1825
---	------

PONTIAC:

Amyotte <i>et al</i> vs Lavoie	1825
--------------------------------------	------

RIMOUSKI:

Rousseau vs Belzile	1826
---------------------------	------

SAINT FRANCIS:

The Quebec Farm Loan Board vs Lussier	1826
---	------

SAINT-HYACINTHE:

SAINT HYACINTHE:

Marquis vs Laver. 1827
30400-o

Marquis vs Laver. 1827
30400-o

